

LES CAHIERS 10

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | NOVEMBRE 2023



GAZA VIVRA

PALESTINE VAINCRA

COMBATTRE LE RACISME ET LE COLONIALISME
PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

ÉDITO COMBATTRE LE RACISME ET LE COLONIALISME PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES



«Chaque fois que les Noirs en lutte ont recours à l'autodéfense, en particulier à l'autodéfense armée, cela est déformé et finalement rendu synonyme d'agression criminelle. En revanche, lorsque les policiers se livrent clairement à des actes d'agression criminelle, ils se défendent officiellement par une "agression justifiable" ou un "homicide justifiable"». (Angela Davis)

Face au massacre en cours en Palestine, Macron et Darmanin rejoindront Netanyahu et Gallant sur l'autel des horreurs de notre monde. Pour le président et le ministre de l'Intérieur français, les actes d'un combattant palestinien deviennent ceux d'un « animal ». Pour eux, un·e migrant·e devient un criminel potentiel. Dans leur logique, 75 ans de colonisation de la Palestine sont à anéantir de la grille d'analyse. Dans leur logique, il faut pouvoir déporter les populations immigrées si leur exploitation n'est plus nécessaire. Dans leur perspective, Israël a un blanc-seing pour massacrer les populations de Gaza. Dans leur perspective, il y a la loi Darmanin, la plus raciste depuis des décennies.

Unité nationale et croisade sanglante

En sciences sociales, les faits ont un contexte propre, des causes et des conséquences spécifiques, une relative autonomie, et nécessitent une lecture singulière afin d'y apprécier les lois scientifiques les régissant. Il n'y a rien qui puisse rapprocher les causes de l'attaque coordonnée par le Hamas le 7 octobre dernier contre Israël à celles de l'assassinat de Dominique Bernard. Rien. Si ce n'est les tendances actuelles des classes dirigeantes françaises. L'État et le gouvernement ont fait de la stratégie du choc¹ leur fonds de commerce. Elle consiste à prendre prétexte de ces événements pour renforcer l'unité de la nation française sur des

Les fondements actuels de l'unité nationale construite par les classes dirigeantes françaises doivent aussi se comprendre à une échelle plus globale

bases racistes et pour renforcer le nationalisme de l'ensemble des classes sociales derrière les actions impérialistes de l'État.

Les objectifs sont clairs :

- éliminer les contre-tendances : on criminalise le soutien à la résistance palestinienne et on réprime la solidarité avec les migrant·es,
- favoriser un consensus à l'injustifiable : on interdit l'abaya et on enferme les révolté·es par l'assassinat de Nahel,
- faire du cœur répressif de l'État son cerveau, ses voies respiratoires et ses parois intestinales : on donne à Darmanin, ancien militant de l'Action française, la tâche de déterminer qui est antisémite,
- passer de l'exception à la règle : les amendes pour non respect du confinement répriment désormais les manifestant·es qui résistent aux interdictions préfectorales.

Les raisons du soutien inconditionnel de l'État français à la politique israélienne ont une spécificité régionale. Les capacités d'intervention militaire et économique de l'État français au Proche et Moyen-Orient n'ont cessé de reculer en raison de la crise et des instabilités actuelles. La puissance de feu



israélienne, la relative stabilité de ses institutions, sa politique d'apartheid et son colonialisme apparaissent comme des éléments de stabilité régionale pour les puissances impérialistes occidentales.

Les fondements actuels de l'unité nationale construite par les classes dirigeantes françaises doivent aussi se comprendre à une échelle plus globale. La trajectoire du capitalisme mondial en crise, impliquant une concurrence de plus en plus féroce entre capitaux internationaux, est la conséquence du processus permanent de concentration et centralisation du capital. Ce processus a fait émerger des firmes multinationales industrielles, commerciales et financières en situation de quasi-monopole au sein de leurs États respectifs. Cette concentration amène les États à entretenir de nouveaux rapports avec leurs principales multinationales.

L'État français a besoin d'être à la pointe de la compétitivité par l'innovation et les technologies que ses entreprises nationales peuvent apporter au secteur militaire, industriel, scientifique, et à certains services publics.

Les plus gros capitalistes ont besoin d'avoir un État fort, capable de défendre leurs intérêts sur les marchés internationaux, de garantir l'accès aux ressources naturelles nécessaires ou des contrats d'exclusivité par les relations de domination vis-à-vis d'autres pays.

Face à une crise majeure, une rivalité sans merci se développe sur le marché mondial. C'est là l'origine d'une tendance à la fusion entre État et capital, les capitaux devant se lier plus étroitement à leur État national pour la défense de leurs intérêts. Cette analyse de l'impérialisme permet de comprendre les guerres en Ukraine, en Palestine occupée et la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis².

Dans ce contexte, l'islamophobie, qui agit autour du triptyque guerre de civilisations-islam-terrorisme est le vecteur permettant de désigner aussi bien l'ennemi extérieur — qu'il soit Palestinien, Afghan ou Nigérien — et ainsi de justifier des guerres, que l'ennemi intérieur — qu'il soit migrant, musulman

ou jeune de quartier — coupable d'atteinte aux intérêts de l'ensemble du pays et motivant à son tour le développement de la politique raciste.

L'ensemble des rapports sociaux de la région sont le produit de la situation coloniale

Des militant·es de gauche renvoient dos-à-dos la violence israélienne à celle du Hamas. Ces positions ont pour principale lacune scientifique la négation que l'ensemble des rapports sociaux de la région sont le produit de la situation coloniale.

Cette tendance du mouvement social à la position responsable se retrouve aussi chez les député·es qui ont signé une tribune en septembre dernier³ en faveur de la régularisation des travailleur·euses sans-papiers. Le critère de l'égalité des droits devrait, selon eux, être fixé par l'intensité de l'exploitation des sans-papiers qui travaillent et non directement pas leurs revendications.

Le problème pratique posé par ce type de concessions faites à l'idéologie dominante est qu'elles n'offrent que cynisme, mécanismes délégués et immobilisme.

La question de la fin et des moyens

Des camarades bien plus proches, avec qui nous manifestons ensemble contre les massacres commis par l'armée israélienne, refusent de caractériser le Hamas comme une organisation de résistance. Cela repose sur une idée selon laquelle la fin ne justifie jamais les moyens. E. Plenel, signe ces mots⁴ : « *la contestation de l'occupation et de la colonisation ne saurait tolérer la négation de l'humanité des Israéliens. En franchissant ce pas avec les massacres et prises d'otage de civils, le Hamas a fait plus que nuire à la cause qu'il dit servir : il l'a déshonorée.* »

Un premier argument pourrait être opposé : ce ne sont pas les aspirations morales qui impliquent les luttes anticoloniales. Ce sont là encore les antagonismes forgés par un rapport social colonial

Ce sont les sans-papiers et la jeunesse des quartiers populaires qui rouvrent, à l'ensemble du mouvement social atrophié, les possibilités d'inverser le cours de l'histoire

qui nourrissent les révolutions nationales et les mouvements de solidarité internationale. Dans ce type de contexte, le niveau de violence de la résistance des colonisé-es est constamment déterminé par la violence du colonisateur qui détient un État, une armée, une police et des prisons dédiés à la tâche. Le syndicat des enseignant-es de l'université de Birzeit expose cette vision sans concession⁵ : « On se souviendra de 2023 comme de l'année historique lors de laquelle les Palestinien-nés ont fait courageusement face au fascisme colonial, se battant pour défendre leurs maisons, leur humanité et leurs vies. Le peuple palestinien subit depuis plus d'un siècle la violence coloniale. Mais notre peuple s'est développé et va continuer de le faire. Il n'est pas nécessaire de parler de notre droit à résister, car ce n'est pas un droit mais une manière d'être et de survivre pour nous Palestinien-nés. »

«La vérité est du côté des opprimé-es» (Malcolm X)

Cette situation politique nous paraissait catastrophique, irrespirable, écrasante...

Et soudain... Le 17 octobre, le chantier de l'Arena à Porte de la Chapelle est occupé par des grévistes sans-papiers, par le syndicat CNT Solidarité Ouvrière et par les collectifs de sans-papiers unis via la Marche des solidarités derrière le slogan « Pas de JO sans papiers ». Le même jour, plus de 600 travailleur-euses sans-papiers soutenus par la CGT soulèvent des piquets de grève dans 33 entreprises de la région parisienne.

Et soudain... la jeunesse, en grande partie racisée et féminisée, exprime sa colère contre les bombes israéliennes en défiant les interdictions

de manifester. Le 18 octobre, des mouvements juifs antisionistes envahissent le Parlement de Washington alors que Biden atterrit à Tel-Aviv pour soutenir l'épuration ethnique de la bande de Gaza. Le 21 octobre, place de la République, 30 000 manifestant-es se rassemblent en solidarité avec la Palestine. Le 28 octobre, des millions de personnes envahissent les rues, de Londres à Bagdad, de Marseille à Alger, de Dublin à Barcelone, d'Amman à Tunis, de Bruxelles au Caire.

Comme au printemps 2020, ce sont les franges les plus opprimées de notre classe qui entrent en masse dans l'arène par la manifestation et la grève. Ce sont les sans-papiers et la jeunesse des quartiers populaires qui rouvrent, à l'ensemble du mouvement social atrophié, les possibilités d'inverser le cours de l'histoire. Ce sont ces forces sociales qui transforment le champ des possibles. À elles seules, elles ne détruiront pas le colonialisme israélien et le racisme à la française.

Enraciner des fronts dans nos quartiers contre la loi Darmanin, contre le racisme, les implanter dans nos activités syndicales ou sur nos lieux d'étude, prendre des initiatives associées à la campagne BDS, organiser des cantines en solidarité avec la Palestine, initier des discussions et des événements contre le danger du fascisme seront des interventions politiques nécessaires dans les semaines à venir.

GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

1 – *La stratégie du choc*, Naomi Klein, 2007.

2 – « Se préparer aux guerres qui (re)viennent », Jad Bouharoun, *Les Cahiers de l'Autonomie de Classe* #5, <https://www.autonomiedeclassed.org/theorie/se-preparer-aux-guerres-qui-reviennent/>

3 – Loi immigration : « Nous demandons des mesures urgentes, humanistes et concrètes pour la régularisation des travailleurs sans papiers », *Libération*, 11 septembre 2023.

4 – « Israël-Palestine : la question morale », *Médiapart*, 22 octobre 2023.

5 – « Nous sommes tou-te-s des Palestinien-nés » communiqué du syndicat des professeur-es et des employé-es de l'université de Birzeit traduit et publié sur Agence Média Palestine le 13 octobre 2023.

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS LES CAHIERS D'A2C : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant-es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaires, donc féministes, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

UNE HISTOIRE ABRÉGÉE DU « CONFLIT » ISRAËLO-PALESTINIEN

L'attaque du 7 octobre et la réaction génocidaire de l'État colonial d'Israël ne peuvent se comprendre que dans l'histoire longue de la colonisation de la Palestine par des sionistes soutenus par les impérialismes européens et étatsunien.

Deux grands courants politiques juifs émergent en réaction à l'antisémitisme en Europe et dans l'empire russe à la fin du 19^e siècle.

Le premier est un courant socialiste implanté dans la classe ouvrière juive et qui prend part à toutes les grandes luttes des exploités en Europe. Ce courant, symbolisé par le Bund, préconise et pratique la lutte frontale contre l'antisémitisme et l'unité des exploités sur une base de classe pour la transformation révolutionnaire de la société.

Le second courant est le sionisme, dont la figure de proue est Theodor Herzl. Pour les sionistes, il est impossible de combattre l'antisémitisme ; la seule solution est le séparatisme, la fondation d'un État juif. Mais c'est impossible sans le soutien d'un pays impérialiste.

Après la Première Guerre mondiale et la chute de l'Empire ottoman, c'est l'Empire britannique qui contrôle la Palestine et d'autres territoires arabes comme l'Iraq et l'Égypte. Il voit d'un bon œil l'implantation d'une population colonisatrice (et armée) en Palestine. Elle pourra servir d'avant-poste à l'impérialisme dans une zone dont l'emplacement géographique et les ressources naturelles lui confèrent une importance centrale.

Pour les sionistes, il est impossible de combattre l'antisémitisme ; la seule solution est le séparatisme, la fondation d'un État juif.

Séparatisme et Nakba en Palestine

La vie sioniste en Palestine s'organise autour du principe de la discrimination systémique. Les « syndicats de travailleurs hébreux » (Histadrut) organisent des piquets pour empêcher les Arabes de travailler dans les entreprises juives, et empêcher les produits arabes d'être vendus sur les marchés juifs. La lutte raciste prend donc le pas sur la lutte de classe pour les syndicats sionistes.

Une révolte palestinienne anticoloniale éclate en 1936 contre les autorités britanniques et les expulsions de la paysannerie palestinienne par les sionistes. Le mouvement s'implante dans les milieux ruraux comme urbains et la lutte prend plusieurs formes, des manifestations de masse aux actions armées en passant par les grèves. Les élites palestiniennes traditionnelles rejoignent d'abord le mouvement mais, effrayées par sa radicalité, finissent par se ranger du côté des Britanniques.

La double nature de l'État d'Israël : le nettoyage ethnique et l'impérialisme occidental

La défaite ouvre la voie à la création de l'État d'Israël en 1948. Les milices sionistes, désormais organisées en véritable armée, massacrent des milliers de Palestiniens et en expulsent un peu moins d'un million, un nettoyage ethnique que les Palestiniens appelleront la « Nakba », mot arabe signifiant catastrophe.

Le nettoyage ethnique et l'impérialisme occidental : voilà donc les deux progéniteurs de l'État d'Israël. Cette double nature continue de définir Israël, qui ne manque aucune occasion de prouver son utilité à ses sponsors occidentaux tout en continuant le processus de dépossession et de colonisation des Palestiniens auquel l'état est structurellement contraint.

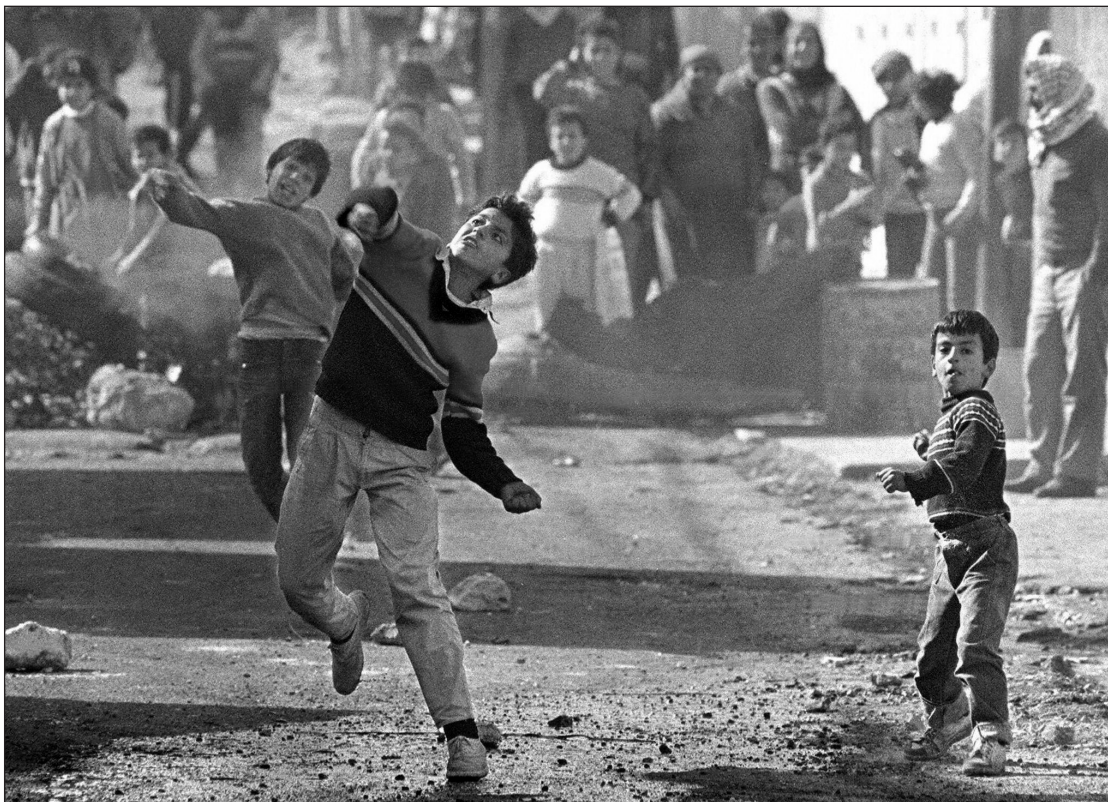
Israël mate les États Arabes

En 1956, Israël s'allie à la Grande-Bretagne et la France pour attaquer l'Égypte en réaction à la nationalisation du canal de Suez par le régime de Nasser. À partir de ce moment, Israël devient la tête de pont principale de l'impérialisme américain dans la région. Israël engage une guerre surprise contre l'Égypte et la Syrie en 1967, met leurs armées en déroute en six jours et casse le dos du nationalisme arabe de Nasser. Ce tournant est significatif car il protège aussi les monarchies pétrolières arabes du Golfe, alliées des USA et menacées par l'opposition nationaliste et anticoloniale inspirée par Nasser.

C'est à partir de ce moment que la résistance palestinienne s'organise autour de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) dominée par le Fatah de Yasser Arafat. Le programme adopté est celui de la libération de toute la Palestine historique, le retour des réfugiés et l'établissement d'un État laïc démocratique et égalitaire.

La résistance palestinienne devient immédiatement populaire parmi les masses palestiniennes et arabes, mais elle présente deux failles stratégiques. Premièrement, l'élitisme : l'accent est mis sur la lutte militaire dirigée par l'OLP et non sur les initiatives des masses sous toutes leurs formes. Et surtout, une politique dite de « non-ingérence » dans les affaires internes des États arabes est adoptée.

Cette politique de non-ingérence rend l'OLP et ses différentes factions finalement tributaires de sponsors étatiques successifs, de dirigeants régionaux profitant de la popularité de la lutte palestinienne



Décembre 1987, Éclatement de la Première Intifada.

pour consolider la légitimité de leur régime. En même temps, ces dirigeants répriment des mouvements et des soulèvements populaires et sociaux eux-mêmes largement inspirés par la lutte palestinienne. Les factions de résistance armée actuelles comme le Hamas suivent une politique similaire dans leurs rapports avec la masse palestinienne et les régimes de la région.

1987 : première Intifada

Ayant vaincu les États arabes en 1967, éloigné l'OLP de ses frontières en 1982 (et entre temps signé des accords de paix avec l'Égypte en 1979), Israël pouvait légitimement penser avoir liquidé la cause palestinienne. Mais en 1987 éclate la première Intifada (« soulèvement » en arabe), révolte populaire à Gaza et en Cisjordanie. Il prend la forme de manifestations, de grèves de masse et d'actions armées individuelles ou organisées. Yasser Arafat reste populaire parmi les palestiniens mais ne contrôle absolument pas l'Intifada dont les symboles resteront des enfants jetant des pierres.

En réaction à l'Intifada, des cadres palestiniens d'organisations sœurs des Frères musulmans égyptiens et implantées à Gaza fondent le Hamas. Jusque-là, la majorité des islamistes se contentaient de prosélytisme et d'activités sociales et caritatives. Le Hamas et sa branche armée adoptent une politique de confrontation avec Israël, comme le fait le Jihad islamique fondé quelques années plus tôt, également par d'anciens cadres des Frères musulmans.

Accords d'Oslo et naissance de l'Autorité palestinienne

Après les régimes arabes et la guérilla issue des camps de réfugiés de pays limitrophes, c'est au tour des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie de poser un sérieux problème à Israël. Pour le résoudre, la classe

Le programme adopté est celui de la libération de toute la Palestine historique, le retour des réfugiés et l'établissement d'un État laïc démocratique et égalitaire

dirigeante israélienne est prête à un compromis avec le Fatah d'Arafat : les accords d'Oslo sont signés en 1994 sous le patronage des USA, désormais tout-puissants au Moyen-Orient après la chute de l'URSS, et donnent naissance à l'Autorité palestinienne (AP). Celle-ci exerce son semblant d'autorité sur Gaza et la Cisjordanie, dont l'occupation par l'armée israélienne et la colonisation progressive continuent néanmoins.

Il s'agit d'un État au rabais pour la bourgeoisie palestinienne collaboratrice et corrompue, qui reconnaît officiellement l'État d'Israël et condamne « le terrorisme et autres formes de violences ». Israël semble donc avoir réussi un coup de maître : soustraire le contrôle quotidien des Palestiniens à une organisation palestinienne en lui faisant miroiter une carotte pourrie, la solution « à deux États » où l'État israélien existant occupe et continue de coloniser le territoire désigné du futur État palestinien.

Une seconde Intifada éclate en 2000 dans les territoires palestiniens. Similaire à celle de 1987, elle est plus massive et plus violente avec la multiplication d'attaques des différents groupes armés de toutes tendances. L'Intifada est un désaveu clair de la politique conciliatrice de l'AP et signale que le peuple palestinien n'est pas prêt de lâcher l'affaire.

La montée du Hamas

En 2006, le Hamas gagne (à la régulière) les élections dans les territoires palestiniens. C'est un camouflet de plus pour le Fatah et sa politique, mais celui-ci, avec l'appui d'Israël et des pays occidentaux, rejette les résultats. Après un affrontement armé, l'AP prend

le contrôle de la Cisjordanie et le Hamas prend le contrôle de Gaza. L'armée israélienne, qui s'était retirée de la bande de Gaza un an plus tôt, entame un blocus du territoire avec la complicité du régime égyptien.

La nouvelle situation est donc celle où des guerres périodiques éclatent à Gaza entre Israël et le Hamas aidé d'autres factions armées, alors qu'en Cisjordanie l'occupation continue et la colonisation s'accélère sous les yeux d'une Autorité palestinienne qui n'attend plus qu'on vienne signer son acte de décès. Les affrontements sont réguliers entre manifestant-es palestinien-nes et soldat-es israélien-nes qui protègent des colons de plus en plus agressifs et ouvertement fascistes.

En 2021, un soulèvement contre la poursuite de la colonisation de Jérusalem-Est éclate en Cisjordanie, et s'étend jusqu'à l'intérieur de l'État d'Israël, où il existe des populations palestiniennes représentant une minorité appauvrie et discriminée; en même temps éclate une confrontation armée entre la résistance à Gaza et Israël. Pour la première fois depuis la Nakba, un mouvement politique a lieu sur tout le territoire de la Palestine historique: la lutte renoue les fils que le colonialisme avait cassés.

Dilemmes moraux ?

L'existence même de l'État d'Israël signifie la poursuite de la colonisation et de l'occupation, jusqu'à la liquidation finale de la « cause palestinienne ». Toutes les tendances politiques — sionistes — en Israël sont des variations sur ce même thème. La « démocratie » israélienne ne vaut donc pas mieux que la démocratie des propriétaires d'esclaves étatsuniens au 19^e siècle ou que celle de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid.

C'est seulement dans ce contexte historique qu'on peut analyser sérieusement les attaques du 7 octobre 2023 et espérer y porter un jugement moral. Elles sont un acte politique effectué par des moyens militaires. Tout le procédé du camp d'en-face est de dépolitiser (et pas seulement sur la question palestinienne).

Or il n'existe pas de morale au-dessus de la politique; ceux qui affirment le contraire le font pour des raisons... politiques, pour nous faire croire qu'un État colonisateur et occupant aurait le « droit de se défendre » face aux colonisé-es et aux occupé-es. Pour protéger le statu quo.

La guerre est le domaine des atrocités; elle et ses calamités sont imposées par l'opprimeur, qui naturellement en commet beaucoup plus que l'opprimé. Algérie, Vietnam, Commune de Paris, Afrique du Sud: les opprimé-es ont commis beaucoup d'atrocités durant leurs luttes émancipatrices. Qui oserait nous dire aujourd'hui que cette violence était illégitime? Alors pourquoi celle des palestinien-nes contre leurs colonisateurs serait moins légitime?

Par tous les moyens nécessaires ! (sauf les moyens islamistes)

L'islamisme du Hamas, par les temps qui courent, offre une excuse bon marché à la gauche vacillante qui veut éviter de choquer l'opinion publique bourgeoise en se déclarant solidaire de la résistance palestinienne. Il suffit ici d'attirer l'attention sur quelques faits: le Hamas n'est ni le premier ni le dernier mouvement anticolonial à avoir des références idéologiques réactionnaires. De plus,



Le Hamas est une faction palestinienne parmi tant d'autres, ancrée dans la lutte nationale pour la libération de la Palestine

toutes les factions armées palestiniennes (islamistes, nationalistes laïques, marxistes) sans exception se sont déclarées solidaires de l'opération du 7 octobre 2023 et combattent ouvertement aux côtés du Hamas. Ce dernier est, au final, une faction palestinienne parmi tant d'autres, à la fois parti politique, mouvement social et groupe armé, avec son histoire contradictoire mais ancrée dans la lutte nationale pour la libération de la Palestine. Et c'est pour cette dernière raison que le Hamas est populaire en Palestine. C'est pour cette raison aussi qu'il mérite que l'on sorte de la stupéfaction intellectuelle dans laquelle nous plongeant les mots « terroriste », « obscurantiste », etc., et qu'on tente de l'analyser rationnellement pour ce qu'il est, de le critiquer pour les bonnes raisons.

Perspectives de libération

Joe Biden aime répéter que « si Israël n'existait pas, il eut fallu l'inventer pour protéger nos intérêts dans la région ». Au lendemain de l'attaque du 7 octobre, il a envoyé deux porte-avions et un sous-marin nucléaire en mer Méditerranée pour appuyer son vassal. Faisant face à Israël, les Palestinien-nes se battent aussi contre l'impérialisme le plus puissant de l'histoire. La lutte nationale palestinienne n'est donc pas une lutte isolée, elle est intimement liée à la lutte anti-impérialiste et à la lutte des classes dans la région.

La libération de la Palestine passe par la lutte des classes dans tous les des régimes arabes, car elle nécessite le renversement de tout l'ordre établi dans la région et au-delà, afin de remplacer un État colonial par un État laïc, démocratique, qui reconnaisse des droits égaux à toutes et tous, juif-ves, musulman-es, chrétien-nes et personnes sans religions.

Affirmer cela n'est pas dévaloriser la lutte du peuple palestinien; c'est au contraire montrer que, lorsque les Palestinien-nes se soulèvent, c'est le destin de l'humanité qui est en jeu.

JAD BOUHAROUN (PARIS 18^e)



LA POLICE S'AUTONOMISE-T-ELLE DE L'ÉTAT ?

Depuis le mandat Valls / Hollande, on assiste à des confrontations de plus en plus régulières et de plus en plus directes entre l'appareil policier et le gouvernement, et à des initiatives des organisations de policiers hors de tout cadre légal. La police serait-elle en train de s'autonomiser de l'État, qui pourtant la mandate pour faire respecter la loi ?

Le 17 octobre 2016, date symbolique, les policiers créent une association « mouvement des policiers en colère » et manifestent en voiture de police et cagoulés sur les Champs Élysées. Rapidement les « syndicats » policiers se rallient aux manifestations réunissant à chaque fois plusieurs dizaines voire centaines de manifestant-es pour réclamer plus de moyens, un cadre élargi pour la légitime défense et des peines plus lourdes pour les agresseurs de policiers. Dans la foulée, Cazeneuve et Hollande reçoivent les syndicats et cèdent sur la légitime défense.

Le 26 septembre 2019, le syndicat Alliance manifeste devant le siège de La France insoumise après que Mélenchon les a, légitimement, qualifiés de barbares.

Le 3 janvier 2020, des policiers étranglent Cédric Chauviat lors d'un contrôle routier et prétextent un arrêt cardiaque pour couvrir le meurtre. Suite à la médiatisation de l'affaire et l'accumulation de preuves accablantes du mensonge policier, Castaner propose que la technique d'étranglement soit interdite, un jour, quand une autre technique sera mise au point. Rapidement et malgré la timidité de la réforme proposée, les syndicats policiers demandent la démission du ministre et l'obtiennent.

Le 19 mai 2021, les syndicats de police organisent une manifestation devant l'Assemblée nationale

pour s'en prendre frontalement à l'État de droit « *le problème de la police, c'est la justice !* » et porter deux revendications : plus de moyens et des peines plus dures pour les agresseurs de policiers.

Été 2023, mouvement d'arrêt de travail et de mise en service minimum des policiers de Marseille après l'incarcération préventive d'un des policiers tortionnaires qui ont mutilé le jeune Hedi lors de la répression des révoltes suite à un nouveau meurtre, celui de Nahel, par des policiers.¹

Par ailleurs, ces démonstrations de force des policiers s'accompagnent de nombreuses prises de paroles ouvertement racistes et de menaces plus ou moins directes à l'endroit du gouvernement². À la lecture de ces exemples, on voit que les policiers et leurs organisations mènent des actions de plus en plus spectaculaires pour porter des revendications qui sont, elles, à peu près constantes : plus de moyens matériels et humains pour la police, une plus grande impunité pour les policiers dans le cadre de leur travail et une plus grande sévérité pour les agresseurs de policiers.

Pourtant, depuis les trente dernières années, contrairement à la plupart des services publics, les moyens de la police ont considérablement augmenté : le budget et les effectifs ont augmenté de plus de + 30 %, tant et si bien que la France a plus

de policiers par habitant-es que la RDA en 1960.³ Dans le même temps, les enquêtes de victimation⁴ montrent que les atteintes aux personnes restent stables voire diminuent dans certains cas.⁵

Par ailleurs, les policiers bénéficient de fait, d'une impunité quasi totale, dès lors qu'ils sont mis en cause pour des actes racistes ou des violences policières. En effet, pour obtenir ne serait-ce qu'une mise en examen, il faut rassembler des preuves accablantes, notamment des vidéos amateurs, et que l'affaire soit portée, soit médiatiquement soit par une contestation populaire.

Enfin, sur les condamnations d'agresseurs de policiers, il n'est pas nécessaire de s'étendre sur le sujet tant les condamnations sont lourdes et les procès totalement bâclés. L'exemple des adolescents innocents emprisonnés pendant plusieurs années après l'affaire Viry-Chatillon⁶ illustre l'arbitraire total de l'État dès lors qu'il s'agit de juger des attaques sur ses policiers chéris.

Partant de ce constat, nous sommes en droit de nous demander pourquoi, alors même que l'État passe son temps à céder aux demandes de la police, la police semble aller toujours plus loin dans la contestation des gouvernements. Et de nous demander si cette conflictualité exacerbée entre l'État et sa police s'inscrit dans la crise plus globale du système capitaliste. En d'autres termes, existe-t-il des contradictions structurelles entre l'État et sa police qui sont mises sous tension à cause de la crise capitaliste actuelle.

Contradictions structurelles de la fonction policière

Walter Benjamin dans son livre *Critique de la violence* analyse la violence de l'État. En fait, en allemand, Benjamin utilise le mot *gewalt*, généralement traduit par *violence*, mais qui signifie également *pouvoir*. Ainsi, chez Benjamin, violence prend un sens plus large que celui de la seule violence physique et c'est cette signification large que nous allons utiliser dans cet article. Dans son livre, Benjamin distingue deux types de violence : d'une part une violence dite fondatrice de droit et d'autre part, une violence dite conservatrice de droit. Plus précisément, la violence est fondatrice de droit dans le cas où elle n'obéit pas au droit actuel, dans le cas où elle crée sa propre règle, où elle institue un nouvel ordre. L'exemple paradigmatique d'une telle violence fondatrice de droit est la violence révolutionnaire. Cette violence, illégale du point de vue du pouvoir en place, crée ses propres règles et, ce faisant, engendre un pouvoir nouveau, pouvoir qui à son tour créera son propre droit. A contrario, la violence est conservatrice de droit quand, comme son nom l'indique, elle s'exerce au profit d'un droit, d'un pouvoir déjà institué. De ce point de vue, l'exemple paradigmatique est celui de la peine de mort : l'État exerce la violence ultime, celle qui donne la mort, en s'appuyant sur des règles connues de toutes et tous et définies au préalable.

Par ailleurs, Benjamin ne s'intéresse pas qu'au but de la violence mais aussi au corps qui l'exerce au profit de l'État : la police. Selon lui, la police est l'institution qui concentre la contradiction essentielle de l'État : elle a pour mission de mettre en œuvre le droit (c'est-à-dire faire respecter la loi) mais pour le faire elle doit s'affranchir du droit, elle doit créer sa propre règle. Les exemples de cette illégalité

La police est l'institution qui concentre la contradiction essentielle de l'État : elle a pour mission de mettre en œuvre le droit mais pour le faire elle doit s'affranchir du droit

permanente de l'action policière sont nombreux : contrôle au faciès, violences illégitimes, fouilles illégales, humiliations, insultes, etc. Ainsi, la police agit dans une zone floue selon des principes délibérément vagues, lui conférant une grande liberté d'action tout en maintenant une lointaine apparence de légalité. Plus cette zone est floue, plus la police a de latitude. À ce propos, l'augmentation brutale après des tirs meurtriers de policiers pour des refus d'obtempérer constatée depuis 2017 est la conséquence directe d'une loi rendant délibérément plus flou qu'il ne l'était le cadre de la légitime défense dans ces circonstances. Un criminologue québécois, Jean-Paul Brodeur donne une définition de la police qui participe de la même idée que celle de Benjamin :

« Les agents de police sont des agents de diverses organisations reliées entre elles et autorisées de manière plus ou moins contrôlées à utiliser des outils et moyens divers généralement interdits au reste de la population pour mettre en œuvre un certain nombre de lois et de règles qui définissent un ordre : la police se déploie dans un certain illegalisme. Au fond la police est une profession sale, une profession souillée, exerçant à la fois une violence conservatrice de droit et une violence fondatrice de droit. »

La police dans la crise capitaliste

Cette contradiction structurelle entre violence fondatrice et conservatrice semble abstraite. Cependant, les contradictions structurelles de la société deviennent dramatiquement concrètes et visibles dès lors qu'elles sont mises sous tension par une crise globale de la société. Ce qu'il s'est passé en France ces dernières années permet de l'illustrer. Depuis 2008 et la crise des subprimes, le système capitaliste est entré dans une crise profonde. Pour la surmonter, les gouvernements successifs se sont attaqués directement aux droits des travailleur-euses : Lois travail 1 et 2, réforme des retraites et de l'assurance chômage... Ces lois économiques s'accompagnent d'une propagande et de lois racistes visant à diviser notre classe : loi asile immigration, loi séparatisme, interdiction de l'abaya, loi Darmanin. Face aux multiples résistances, l'État s'est reposé sur une augmentation drastique des violences policières pour les faire taire. Depuis le mouvement des Gilets jaunes nous avons pu constater empiriquement que, bien qu'illégales, les mutilations et les exécutions arbitraires font désormais partie des pratiques policières : c'est la violence fondatrice de droit. Pourtant, la torture et la mutilation du jeune Hedi à Marseille ont valu une incarcération préventive et probablement un futur procès aux policiers tortionnaires. On voit alors la contradiction dans laquelle est prise la police. Elle peut réprimer, mutiler, tuer en toute illégalité et couverte par le pouvoir politique, mais, jusqu'à une certaine limite, floue, indéfinie, au-delà de laquelle les policiers s'exposent à des sanctions potentielles, même rares. Pour surmonter cette contradiction, la police n'a que deux options :

– soit refuser de réprimer, refuser d’entrer dans cette zone de flou pour s’en tenir purement à la loi quitte à ne pas parvenir à rétablir l’ordre,
– soit exiger que l’action de la police ne soit ni entravée ni soumise à la loi : que les violences policières puissent se déchaîner sans qu’aucun compte ne soit rendu.

Il est clair, qu’à l’heure actuelle, la totalité de l’appareil policier n’envisage que la deuxième option celle de l’impunité totale de la police. Ce n’est pas un hasard et dans le système capitaliste, il ne peut en être autrement.

Police et extrême droite

Dans l’État moderne, la police a en charge le contrôle et la surveillance des classes populaires. Pourtant, dans leur immense majorité, les effectifs de police sont eux-mêmes issus de ces classes populaires, notamment rurales. Alors, le corps social policier est un corps isolé, privé de solidarité en dehors de lui-même. C’est un corps social évoluant parmi la classe des travailleur·euses mais séparé d’elle par sa fonction. Et, dans l’autre sens, un corps social tout au service de la bourgeoisie mais n’ayant ni contact ni lien organique avec cette dernière. C’est bien cette situation d’isolement social qui rend les policiers très perméables aux idées nationalistes et qui crée chez eux un attachement corporatiste très puissant. L’extrême droite leur donne une appartenance qui dépasse le corps policier, celle de la nation, et un but, celui de la lutte contre l’ennemi intérieur qui vise à briser l’unité nationale. Cet isolement produit des effets très concrets sur la pratique policière illustrés notamment par les enquêtes sociologiques sur la culture professionnelle des policiers⁷. Ces enquêtes montrent qu’elle est :

- homogène,
- conflictuelle avec tous les acteurs qui interviennent sur les mêmes problèmes qu’eux : juges, travailleur·euses sociaux, journalistes, chercheur·euses, associations d’habitant·es. Tous soupçonnés d’être anti-flics. Même l’IGPN qui est vue comme étant anti-flics...
- marquée par une vision rabougrie et binaire de la population : soit suspect·es potentiel·les soit sources d’information,
- raciste : les personnes racisées sont considérées comme des éléments dangereux à surveiller et soumettre en permanence.

Par conséquent, le choix de la police de demander toujours plus de latitude dans ses moyens d’action plutôt que de refuser de réprimer aveuglément est une conséquence de la position sociale de la police dans l’État bourgeois. C’est d’ailleurs pour cette raison que, quel que soit le pays considéré, la dynamique d’augmentation des brutalisations policières est toujours corrélée au dynamisme des contestations populaires.

La crise de la démocratie bourgeoise et le danger de l’extrême droite

Maintenant, peut-on dire que la police s’autonomise vis-à-vis de l’État ou même du gouvernement ? En d’autres termes, peut-on dire que la police produit consciemment une vision politique indépendante de celle de l’État ? Il semble que le processus à l’œuvre ne soit pas celui-là. Il s’agit plutôt d’une crise profonde



Dans cette situation, le danger ne vient pas spécialement de la police, mais bien de l’arrivée au pouvoir d’un parti d’extrême droite

de l’entité État/police. D’un côté l’État ne peut plus parvenir à ses fins en maintenant sa police dans des limites qui sont compatibles avec un quelconque État de droit. De l’autre côté la police, elle, ne s’imagine pas surmonter cette contradiction autrement qu’en faisant fi de l’État de droit. Le conflit apparent entre l’État et la police est en fait une des formes que prend la crise de la démocratie bourgeoise. À l’heure actuelle, l’État n’arrive plus à produire de consensus entre les classes. Il remplace le consentement par la force pour diriger alors qu’il est censé représenter la volonté du grand nombre. L’État de la démocratie bourgeoise scie la branche sur laquelle il est assis.

Dans cette situation, le danger ne vient pas spécialement de la police, mais bien de l’arrivée au pouvoir d’un parti d’extrême droite qui cherchera à résoudre cette contradiction fondamentale en jetant les restes de l’État de droit par dessus bord en assumant pleinement l’autoritarisme de l’État et accordant aux policiers ce qu’ils désirent : l’impunité totale d’action dans leurs interventions pour briser quiconque se dressera devant le gouvernement.

P.V. (PARIS 18^e)

1 – <https://www.mediapart.fr/journal/france/190723/hedi-22-ans-laisse-pour-mort-apres-avoir-croise-la-bac-marseille>

hedi-22-ans-laisse-pour-mort-apres-avoir-croise-la-bac-marseille

2 – <https://twitter.com/UNSA POLICE/status/1674749283306749953/photo/1>

3 – <https://www.revue-ballast.fr/>

paul-rocher-une-police-democratique-est-une-contradiction/

4 – <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1278>

5 – <https://www.revue-ballast.fr/>

paul-rocher-une-police-democratique-est-une-contradiction/

6 – <https://www.mediapart.fr/journal/france/160521/affaire-de-viry-chatillon-comment-la-police-fabrique-de-faux-coupables>

7 – D. Monjardet, « La culture professionnelle des policiers » *Revue française de sociologie*, 1994.

RÉGULARISATION PAR LE TRAVAIL : POURQUOI L'ÉGALITÉ DES DROITS NE SE GAGNERA QUE DANS LES LUTTES COLLECTIVES CONTRE LE PATRONAT ET L'ÉTAT



Posé dans le débat public rapidement après les élections de 2022, le projet de loi Darmanin est au départ présenté par le gouvernement comme « équilibré », en permettant selon Darmanin d'être « gentil avec les gentils et méchant avec les méchants ».

Le tandem Dussapt-Darmanin est supposé incarner cet équilibre. Côté Ministère du travail, le projet de loi propose de fournir au patronat dans les secteurs dits « en tension » (les secteurs dans lesquels il existe des emplois non pourvus, comprendre en réalité les secteurs de « haute exploitation » en termes de conditions de travail, d'horaires décalés, de volume horaire, de rémunération...) de la main-d'œuvre immigrée « légale » en octroyant des titres de séjour, pour une durée limitée. Côté ministère de l'Intérieur, ce projet de loi amplifie les dispositifs d'expulsion des personnes sans-papiers.

Pourquoi une 29^e loi sur l'immigration depuis 1980 ?

Au début, les médias ont beaucoup mis en avant des témoignages de patron·nes favorables à la régularisation de leurs salarié·es, laissant entendre que ce projet de loi constituerait donc une réelle avancée pour les personnes sans-papiers qui triment dans les secteurs de la restauration, du bâtiment, du nettoyage... Mais au fil des mois, le projet est apparu pour ce qu'il est réellement : une base à partir de laquelle s'opère une surenchère raciste entre le gouvernement, les Républicains et le Rassemblement national. Au point que l'article 3 — celui qui crée des titres de séjour « métiers en tension » — est susceptible d'être supprimé et qu'aucune organisation patronale n'a finalement pris position sur ce projet, l'ancien président du Medef invoquant un débat « *pollué politiquement* ».

Faut-il voir une contradiction entre les intérêts du patronat et la surenchère politique raciste ? En fait, le concept même de titre de séjour « métiers en tension » acte que les personnes sans-papiers ne seront susceptibles d'être régularisées que si elles acceptent de se soumettre aux besoins du patronat, et uniquement pour des métiers que les autres auront préalablement refusés. C'est donc bien une tentative de synthèse politique entre les intérêts économiques immédiats de certains secteurs du patronat, et l'intérêt plus général de la classe dirigeante au renforcement du racisme et du nationalisme. Cela suffit à le rendre inacceptable. Alors qu'il a décidé de tou·te·s nous soumettre aux conditions du patronat (réformes du RSA et du chômage, généralisation de l'apprentissage pour 1/3 des lycéen·es, réforme des retraites etc.), le

Au fil des mois, le projet est apparu pour ce qu'il est réellement : une base à partir de laquelle s'opère une surenchère raciste entre le gouvernement, les Républicains et le Rassemblement national

gouvernement a besoin de nous convaincre que les frontières, la police, l'armée, nous protègent contre les immigré·es qui sont des délinquant·es, veulent prendre les boulots, profiter du système de santé, etc. Vous pouvez constater que cela marche, à chaque fois que vous entendez quelqu'un·e se plaindre que des migrant·es vivent mieux que des Français·es.

Le patronat a-t-il intérêt à la régularisation des travailleur·euses sans-papiers qu'il (sur)exploite ?

Les capitalistes ont avant tout intérêt à l'exploitation maximale de leur main-d'œuvre. Au-delà de leur position personnelle, c'est la dynamique générale du système, la concurrence des entreprises entre elles, qui les pousse à cela. Écoutez les témoignages des personnes sans-papiers sur leur travail, c'est une démonstration de la faible considération que les patron·nes ont pour les salarié·es. Historiquement, les immigré·es ont toujours été utilisé·es par les patron·nes pour réaliser les pires boulots. Après l'abolition de l'esclavage, ce sont par exemple les travailleur·euses immigré·es qui ont été utilisé·es par les économies coloniales pour remplacer le travail des esclaves.

Le patronat peut avoir intérêt à ce que leurs salarié·es sans papiers soient régularisé·es, pour s'assurer de la stabilité du personnel qu'il a pris le temps de former (c'est un argument qu'on trouve par exemple chez certain·es patron·nes dans la restauration). Car en fait, le statut de « sans-papiers » n'est pas le seul moyen de permettre la surexploitation. Après tout, durant la période des Trente Glorieuses, la politique dominante était l'octroi de cartes de séjour aux travailleur·euses immigré·es, ce qui n'a pas empêché qu'ils et elles travaillent dans les mêmes secteurs qu'aujourd'hui : à la fin des années 1970, on estime que les immigré·es ont construit près d'un logement sur deux et 90 % des autoroutes. Une étude

réalisée sur le devenir des personnes sans-papiers régularisées lors de la « grande régularisation » de 131 000 personnes décidée en 1981 révèle aussi que la grande majorité des personnes occupent deux ans après leur régularisation un emploi similaire à celui exercé avant le changement de statut.

L'absence de titre de séjour contraint les personnes à accepter les boulots les plus pénibles. Mais cette contrainte est elle-même imbriquée dans la contrainte plus générale du racisme, qui permet de justifier qu'elles fassent ces boulots-là. Par exemple, en 2019, une entreprise du BTP est condamnée pour « *discrimination raciale systémique* » vis-à-vis de 25 travailleurs maliens sans papiers. Le conseil des prud'hommes a ainsi sanctionné « *un système pyramidal d'affectation professionnelle en raison de l'origine* » sur les chantiers. Cette réalité, du racisme au sein des entreprises, n'est pas exceptionnelle. Nicolas Jounin, sociologue qui a réalisé sa thèse de doctorat sur les chantiers, témoigne ainsi lors du procès : « *En observant les chantiers, l'ensemble des entreprises et les salariés qui les composent, on constate une correspondance entre une hiérarchie professionnelle [...] et une hiérarchie ethnique* ».

Le secteur de la construction ne semble pas être une exception. N'oublions pas que plus de 20 % des emplois sont par exemple réservés en France aux personnes qui ont la nationalité française, comme ceux de la fonction publique.

Le racisme qui se déchaîne dans la sphère politique n'est donc pas quelque chose de séparé des enjeux économiques liés à la situation de travail des sans-papiers. Différent-es théoricien-es ont analysé l'intérêt pour la bourgeoisie au développement du racisme, dont le sociologue américain Du Bois. En voulant comprendre pourquoi l'unité entre les Blanc-ches pauvres et les Noir-es pauvres s'était arrêtée bien qu'elle se soit développée dans la lutte contre l'esclavage, il a montré comment le racisme est une construction délibérée de la classe dirigeante. Son but est d'empêcher les travailleur-euses de se rassembler pour lutter ensemble, en faisant croire aux travailleur-euses blanc-ches qu'il existe une autre voie d'avancement que la lutte des classes, leur nationalité ou leur couleur de peau leur donnant droit à un meilleur traitement que celles et ceux qui en sont exclu-es. Le sociologue marxiste américain Al Szymanski, qui a étudié les inégalités salariales entre Noir-es et Blanc-ches aux USA, a montré que « *plus la discrimination raciale est intense, plus bas sont les salaires des blancs du fait de la variable intermédiaire de la solidarité de la classe ouvrière – en d'autres termes, le racisme désavantage économiquement les travailleurs blancs parce qu'il affaiblit l'organisation syndicale en détruisant la solidarité entre travailleurs noirs et blancs* ».

Par ailleurs, l'immigration peut susciter des tensions entre les différents capitalistes, qui ont des besoins en main-d'œuvre différents. Et les besoins immédiats du patronat ne coïncident pas forcément avec leur intérêt à long terme. Cela peut donc créer des difficultés pour les États, chargés de gérer « *les affaires communes de toute la classe bourgeoise* », dans leur tentative de gérer l'immigration. On comprend alors pourquoi tous les États ont pour préoccupation d'assurer les conditions d'accumulation favorables aux capitalistes de leur pays, mais peuvent opérer des choix différents. Le projet de loi anti-immigré-es proposé par Dussopt

L'égalité des droits passe par l'exigence de régularisation sans condition de toutes les personnes sans-papiers, et un combat antiraciste permanent

et Darmanin, tout comme les surenchères racistes des Républicains ou du RN, sont bien au fond différentes propositions politiques de gestion de ces multiples enjeux.

Alors, pourquoi la gauche est-elle divisée sur ce projet de loi ?

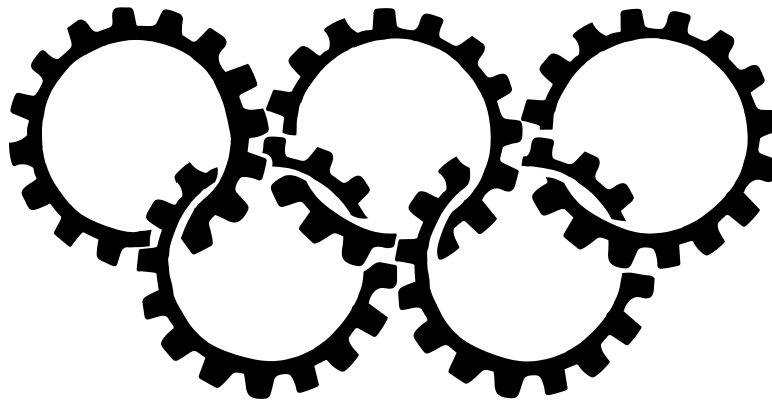
À l'Assemblée nationale, à part La France insoumise, les député-es de la Nupes ont signé une tribune avec des député-es macronistes pour appuyer l'article 3 et demander « *des mesures urgentes, humanistes et concrètes pour la régularisation des travailleurs sans papiers* ». Elle fait valoir les possibilités de régulariser des dizaines de milliers de personnes avec ce titre de séjour.

Faire des immigré-es des variables d'ajustement selon les besoins du patronat n'est pas une avancée qu'il s'agirait de promouvoir face au refus de la droite et des fascistes. Mais tous les courants associatifs, syndicaux ou politiques qui pensent les immigré-es comme un groupe à part acceptent l'attribution de statuts différents entre nationaux et immigré-es, et donc d'entamer des discussions, de formuler des amendements, sur les critères de régularisation, parce que plus généralement ils acceptent le cadre de l'État et des frontières nationales définies par le capitalisme.

Or, l'égalité des droits passe par l'exigence de régularisation sans condition de toutes les personnes sans-papiers, et un combat antiraciste permanent. Ce combat ne peut se mener que collectivement, personnes avec papiers et personnes sans papiers. Les employeur-euses chercheront toujours à employer des travailleur-euses aux conditions les plus mauvaises (et les immigré-es sont dans l'histoire du capitalisme des travailleur-euses tout-es désigné-es). Mais leur capacité à réussir est une question politique. Les récentes grèves de sans-papiers ont permis de démontrer qu'il n'y avait pas besoin d'une nouvelle loi répressive comme prix à payer pour régulariser les travailleur-euses sans papiers. Mais sera-t-on capable de nous mobiliser pour détruire les bases qui rendent possibles ces lois à répétition ? La solidarité entre travailleur-euses n'est pas automatique, surtout en période de développement du racisme. L'unité ou la fragmentation de notre classe dépend donc crucialement du rôle joué par les militant-es. Et pour que le sens pris par le mot travailleur-euse ne soit plus celui de la soumission mais redevienne celui de l'action commune : le 18 décembre, en plein débat parlementaire sur ce projet de loi anti-immigré-es, et à l'occasion de la journée internationale des migrant-es, proposons à nos collègues, avec ou sans papiers, de se mettre en grève pour lutter contre ce projet de loi, pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, pour l'égalité des droits !

VANINA GIUDICELLI (PARIS 20^e)

Note : toutes les sources des citations, des chiffres..., seront disponibles dans la version numérique de l'article sur le site A2C.



PAS DE JO SANS PAPIERS : **EMPÊCHONS DARMANIN DE FAIRE SA LOI !**

Ce mardi 17 octobre, le jour commence seulement à se lever sur la Porte de La Chapelle au nord de Paris. En plusieurs vagues, une centaine de sans-papiers et une cinquantaine de soutiens réussissent à entrer sur un des plus gros chantiers des jeux Olympiques à l'heure de l'embauche, le chantier de l'Arena. Il s'agit d'une grève de travailleurs sans-papiers des chantiers.

Le donneur d'ordre de ce chantier, Bouygues, est tout de suite en panique. À la porte, la direction du chantier ordonne de renvoyer tous les travailleurs des entreprises sous-traitantes qui constituent la main-d'œuvre.

Seuls restent les membres de l'encadrement. Parmi ceux-là, aucun sans-papiers... et principalement des blancs, ce qui permet à Bouygues, et au pouvoir, de prétendre qu'il n'y a pas de sans-papiers sur ses chantiers.

Le chantier est mis à l'arrêt. Au même moment, une trentaine de piquets de grève de sans-papiers, organisés par la CGT démarrent sur toute la région parisienne essentiellement dans des boîtes d'intérim concernant des entreprises de multiples secteurs.

Une victoire éclair

Dans les médias, ce mardi 17 octobre, circule l'annonce d'une « vague de grèves » de sans-papiers. L'occupation d'un chantier des JO y devient emblématique.

Les négociations démarrent très rapidement avec la direction et la mairie de Paris. Bouygues convoque alors les dirigeants des sous-traitants concernés pour les sommer de signer un protocole d'accord.

La victoire est — presque — totale¹, les grévistes obtiennent les documents qui reconnaissent qu'ils sont des travailleurs salariés sur les chantiers de Bouygues et qui ouvrent à régularisation. Ceux qui ont été licenciés durant la préparation de l'action ou dont l'embauche n'a pas été renouvelée sont réintégrés. Ceux qui bossent chez les sous-traitants, en majorité des sans-papiers, ont trois mois pour se signaler à un syndicat et être intégrés à l'accord.

Dans la soirée les occupants du chantier sortent en cortège sous les ovations de plusieurs centaines de manifestant-es qui se sont rassemblé-es devant le chantier dès la fin de l'après-midi.

Nous dénonçons le terme « métiers en tension » : il s'agit en réalité de « métiers de haute exploitation »

Une longue préparation

L'idée de cette action remonte à loin : plus d'un an auparavant, au sein de la Marche des solidarités avec les collectifs de sans-papiers. Pour « accompagner » le versant ultra-répressif et raciste de son projet de loi, Darmanin a parlé de régularisations dans ce qu'il appelle des « métiers en tension ». Cette « carotte » qui continue, encore aujourd'hui, de fonctionner jusque dans la gauche et les syndicats, crée alors des illusions parmi les sans-papiers. Ça se comprend. L'espoir de toute régularisation est un levier puissant pour les sans-droits absolus qu'ils sont.

Il faut beaucoup de discussions pour démontrer que cette « carotte », par ailleurs dérisoire en nombre de régularisations annoncées, n'en est même pas une. Il n'y a pas besoin de nouvelle loi pour régulariser des sans-papiers, quel que soit le secteur concerné. En réalité, derrière ce projet il s'agit de rendre encore plus précaire le titre de séjour lié au travail. Et, plus généralement, sur le dos des immigré-es, il s'agit de faire entrer dans le droit, des conditions de travail et de salaire encore plus dégradées. Dans la même logique que les heures d'activité imposées aux allocataires du RSA ou l'obligation d'accepter un contrat au rabais pour les chômeurs et chômeuses. Raison pour laquelle nous dénonçons le terme « métiers en tension » : il s'agit en réalité de « métiers de haute exploitation ».

Alors naît l'idée d'une grève sur les chantiers des JO. Nous sommes dans la période des polémiques sur les milliers de travailleurs migrants morts sur les chantiers au Qatar.

L'idée est simple. Une grève de sans-papiers, si elle est bien organisée, bien soutenue, révélerait tellement l'hypocrisie du pouvoir et menacerait tellement la vitrine des JO, qu'elle pourrait gagner très rapidement. Et ce serait une triple victoire. Victoire pour les sans-papiers concernés, dans une période où les régularisations sont de plus en plus difficiles. Brèche ouverte pour obtenir d'autres régularisations. Enfin victoire contre les arguments utilisés par Darmanin : pas besoin d'une nouvelle loi pour régulariser les sans-papiers. Comme nous l'écrirons dans le communiqué de la Marche des solidarités un an plus tard, le roi serait nu.

Entre une idée et sa réalisation il y a... la réalité. Ce ne sont pas les idées qui changent le monde, c'est l'action. Mais la volonté d'agir est déjà riche d'enseignements. En l'occurrence sur la réalité des sans-papiers. Si la grève comme mode d'action est difficile pour tous les travailleurs et travailleuses, elle l'est plus encore pour les sans-papiers. À la perte du salaire, la menace d'être placardisé comme « fouteur de merde », s'ajoute tout simplement le risque de perdre son emploi, tout revenu voire même s'ajoute le risque d'une expulsion. La plupart des sans-papiers travaillent masqués non seulement vis-à-vis des patrons, de leurs collègues mais aussi... des autres sans-papiers.

De la volonté d'agir à l'action

Au sein des collectifs, l'objectif de trouver des travailleurs sur les chantiers piétinne. D'autant que la bagarre commence pour mobiliser contre la loi Darmanin. En plus, va débiter la bataille sur les retraites qui, pour la Marche des solidarités et les collectifs de sans-papiers, est aussi notre bataille. Et que, hélas, elle nécessite aussi une bataille contre les directions syndicales et la plupart des forces de gauche pour imposer l'idée que la lutte sur les retraites ne doit pas être dissociée de la lutte contre le racisme et contre le projet de loi Darmanin.

C'est finalement le collectif des Gilets noirs avec le soutien du syndicat CNT-SO qui va trouver la stratégie qui rouvre les possibilités. Les Gilets noirs organisent avant l'été des diffusions de tracts syndicaux à la sortie de plusieurs chantiers invitant à des permanences syndicales. Le contact commence à se développer avec des sans-papiers sur les chantiers. Devant l'ampleur de la tâche les Gilets noirs font appel aux autres collectifs de sans-papiers et à la Marche des solidarités. Le temps presse, car les premiers sans-papiers qui commencent à s'organiser sont très vite sous pression. Certains se font virer ou ne voient pas leurs missions renouvelées chez les sous-traitants qui les emploient. Et les chantiers avancent, il va falloir agir.

Sans que ce soit public, la décision est prise lors d'une réunion de la Marche dès la mi-septembre que nous lancerons la grève mi-octobre, quel que soit le nombre de sans-papiers grévistes. Cela donne plusieurs semaines, avec la détermination que donne la décision d'agir, pour augmenter le nombre de sans-papiers concernés directement par la grève, impliquer plus largement les collectifs de sans-papiers et élargir la mobilisation de soutien.

Sur la base du travail fait pendant le mouvement des retraites, le succès de la « marche des Tirailleurs » du 14 Juillet, de la commémoration de Saint-Bernard le 26 août, la Marche appelle à une assemblée publique

La lutte des sans-papiers, la lutte contre le racisme peut chambouler un champ public jusque-là dominé par la surenchère raciste, relayée complaisamment par les médias, entre le pouvoir, la droite et les fascistes

le 2 octobre en annonçant une « assemblée d'action ». Le cœur de cette assemblée sera de lier préparation de la grève (dont le projet devient public mais pas les détails) et lutte contre le projet de loi Darmanin.

Des assemblée d'organisation massives

Nous savons aussi que depuis des mois la CGT prépare des piquets de grève de sans-papiers. Et même si elle les organise sur des bases très identitaires (refus de toute coopération avec d'autres forces ou syndicats) nous considérons que cela est très positif. Il s'avèrera de plus que, sans concertation aucune, la date choisie est la même : tant mieux ! L'image donnée publiquement sera bien meilleure (et plus saine !) que les intérêts boutiquiers des directions syndicales.

L'assemblée accélère la dynamique tout en montrant le potentiel qui existe : 300 personnes remplissent la salle de la Bourse du travail le 2 octobre. Chaque lundi à partir de cette date, les réunions de la Marche des solidarités ne désespèrent plus avec une centaine de participant-es. Des réseaux s'ajoutent à la dynamique : syndicalistes, Soulèvements de la Terre, féministes...

C'est ce qui aboutira au succès du 17 octobre. C'est aussi ce qui oeuvre à accélérer la dynamique contre la loi Darmanin. Car le 17 octobre est un début de bascule à développer activement. La lutte des sans-papiers, la lutte contre le racisme peut chambouler un champ public jusque-là dominé par la surenchère raciste, relayée complaisamment par les médias, entre le pouvoir, la droite et les fascistes. Modifiant potentiellement le terrain sur lequel se mènent les débats. Des étranger-es comme menace à l'immigration comme partie prenante de notre société, du nationalisme à la solidarité internationale, du racisme à la solidarité.

Confirmer ce basculement, en faire un mouvement de lutte de masse, est la condition pour gagner contre Darmanin, le racisme décomplexé qui gangrène toute notre société et briser les fascistes.

DENIS GODARD (PARIS 20^e)

1 – La mairie de Paris s'est engagée à faire pression sur la préfecture pour ouvrir un guichet unique pour les grévistes. Mais il n'y a pas à ce jour d'engagement de la préfecture.





LA RAFLE DES JEUNES DU PARC DE BELLEVILLE

DIMANCHE 29 OCTOBRE 2023

Depuis de nombreuses semaines, plusieurs centaines de jeunes migrants campaient dans le parc de Belleville, à Paris, avec le soutien de nombreux collectifs, avant d'en être expulsés le 29 octobre dernier. Nous publions, ci-dessous, le communiqué de protestation et d'appel à la solidarité des jeunes du parc de Belleville et du collectif 20^e solidaire avec tou-te-s les migrant-e-s.

La préfecture de Paris a organisé jeudi 19 octobre avec le soutien de la mairie une opération de « mise à l'abri » des jeunes migrants mineurs qui, faute de prise en charge, campaient dans le parc de Belleville depuis juin 2023. À la date de l'évacuation, ils étaient 475.

Cette opération, évidemment prévue depuis plusieurs semaines par la préfecture, n'a pourtant été annoncée que la veille aux jeunes du parc, aux associations et aux habitant-e-s solidaires. Elle a tout de suite été présentée par la mairie comme, au mieux une bonne nouvelle, au pire une opération de routine.

Si c'est une opération de routine, alors pourquoi tant d'improvisation et de désinformation ?

Si c'est une bonne nouvelle, alors pourquoi tant de mensonges, d'invisibilisation et de maltraitance ?

Nous disons plutôt que ce jour-là, nous avons assisté à une rafle dont l'objectif était d'isoler et d'humilier les jeunes du parc alors qu'ils commençaient à casser l'invisibilisation, à s'organiser et à rassembler autour d'eux de plus en plus d'habitant-e-s solidaires.

Et de le faire de manière à imprimer dans la tête de toutes celles et ceux présent-e-s ce jour-là que

Nous avons assisté à une rafle dont l'objectif était d'isoler et d'humilier les jeunes du parc alors qu'ils commençaient à casser l'invisibilisation

c'est l'État, sa préfecture et sa police qui décident de tout et qu'il n'y a pas d'alternative.

Mise en danger

Dès 3 heures du matin, les premiers jeunes se sont réveillés pour commencer à organiser leur mise à l'abri à partir des informations qui leur avaient été données la veille : 250 d'entre eux partiraient dans plusieurs bus à partir de 6 heures par la sortie en haut du parc, pour être répartis dans plusieurs hébergements en Île-de-France jusqu'à examen de leur dossier. Le problème le plus urgent à régler : ils sont bien plus que 250.

Dès 4 heures du matin, les premiers policiers entrent dans le parc et perturbent la préparation des jeunes qui parviennent à organiser une file. Les premiers d'entre eux sont alors pressés contre les

grilles fermées. Le choix de n'ouvrir les grilles du parc qu'au dernier moment était aussi humiliant pour les jeunes, que dangereux du point de vue des règles de sécurité.

7h30, alors qu'ils s'attendent enfin à sortir d'une minute à l'autre, la préfecture annonce que les cars arriveront finalement aux portes qui sont en bas du parc. L'annonce n'est pas faite directement aux jeunes du parc, la préfecture les ignore, mais les premiers commencent tout de suite à se précipiter par peur de ne pas avoir de place.

En bas, la lente montée dans les cars de la préfecture se déroule jusqu'à 14 heures. Après leur avoir imposé de se préparer à laisser 200 d'entre eux dehors, la préfecture finit de traiter les jeunes comme une masse informe, qu'on fluidifie, qu'on manipule et qu'on contrôle.

Humiliation et autorité

Les cars emmènent 428 jeunes dans 8 centres différents : La Villette (Paris 19), Boulevard Ney (Paris 18), Sarcelles, Clichy, Vaux-le-Penil, Ris-Orangis, Évry-Courcouronnes et Melun. Tout comme la préfecture n'a jamais expliqué aux jeunes pourquoi les 250 places qu'il fallait célébrer la veille comme un miracle sont finalement devenues 428 places, il n'y a jamais eu d'explication fournie aux 47 jeunes qui ne sont pas partis en car ce jour-là et qui ont dû trouver d'autres solutions pour dormir puisque le parc allait être fermé pour plusieurs jours.

L'annonce des 250 places visait à obliger les jeunes du parc à choisir entre se trier eux-mêmes ou prendre le risque de bousculade.

Le refus de trouver une solution pour 47 d'entre eux permettait de rappeler à tout le monde que c'est la préfecture qui a le pouvoir de tout.

Ces pratiques de manipulation (par la désinformation, les injonctions contradictoires et l'arbitraire des quotas) n'ont qu'un but : briser les solidarités et maintenir les jeunes dans la passivité.

À l'arrivée dans chacun des centres, tous sont obligés de signer un règlement qui stipule qu'ils sont mis à l'abri pour une période de 30 jours. Contrairement à ce qui leur avait été dit, ils risquent tous de se retrouver de nouveau à la rue à partir du 17 novembre.

Pas de ticket de transport. Condamnés à l'immobilité et l'impossibilité de se rendre à leurs divers rendez-vous (médicaux, juridiques, associatifs, ...). Plusieurs ont déjà été verbalisés et tous craignent la détention.

Alors qu'ils sont mineurs et qu'ils ont déjà des procédures en cours, sous prétexte qu'ils sont hébergés dans un centre pour demandeurs d'asile, ils sont harcelés par le personnel des centres pour qu'ils se rendent à la préfecture demander un titre de séjour. Les mineurs hébergés au centre de la Porte de la Villette ont même reçu des convocations pour s'y présenter le mercredi 25 octobre et ils ont été menacés d'expulsion du centre s'ils ne le faisaient pas. Ils ont refusé collectivement. En tant que mineurs, ils ne sont pas concernés par une procédure de demande d'asile ou de titre de séjour. Ces manœuvres odieuses de la préfecture et de ses agents visent à expulser les jeunes du territoire. D'autres voix se sont déjà levées contre ce piège dressé contre les jeunes (voir

Il faut combattre l'invisibilisation par une solidarité qui encourage et favorise les capacités de lutte et la proclamation collective de la dignité

le communiqué signé par le Collectif d'avocats d'Aide aux Étrangers et plusieurs associations sorti mercredi 25 octobre).

D'où que l'on vienne, où que l'on soit né-e, notre pays s'appelle solidarité

Comme nous l'avons affirmé dans une réunion animée par les jeunes du parc de Belleville, quelques jours avant la rafle, en présence de nombreuses associations, collectifs et habitant-e-s, ainsi que de représentant-e-s de la mairie du 20^e : Nous sommes toutes et tous des habitant-e-s du 20^e. Des solutions d'hébergement à la hauteur des demandes et des droits des jeunes du parc de Belleville auraient dû être proposées.

Parce que le fond de l'air est raciste, il faudrait se satisfaire de ce que la préfecture veut bien accorder ?

Nous disons que c'est le contraire, il faut justement ne plus laisser passer l'intolérable, combattre l'invisibilisation par une solidarité qui encourage et favorise les capacités de lutte et la proclamation collective de la dignité.

Parce que la loi Darmanin veut faire basculer toute la société vers un renforcement intolérable des moyens de contrôle et d'oppression des étranger-e-s, il faudrait se satisfaire de ce que la préfecture veut bien accorder ?

Nous disons que c'est le contraire, il faut par tous les moyens affirmer notre engagement pour l'égalité des droits et pour la solidarité.

Pour ces raisons, nous exigeons ensemble pour les 475 jeunes du parc de Belleville, sans condition :

- prolongation de la mise à l'abri pour tous et hébergement des 47 jeunes abandonnés le jour de « l'évacuation » du parc, dans des centres où d'autres jeunes du parc de Belleville sont déjà hébergés,
- présomption de minorité et protections médicale, juridique et psychologique ainsi que conditions d'hébergement adéquates,
- prise en charge immédiate des tickets de transport pour tous afin de se déplacer en Île-de-France et levée des amendes,
- des repas adaptés en qualité et en quantité aux besoins des jeunes.

Malgré leur séparation, les jeunes du parc de Belleville restent un collectif et cet appel participe à visibiliser leur résistance pour la dignité et leurs revendications les plus immédiates. Le collectif 20^e solidaire avec tou-te-s les migrant-e-s rassemble des habitant-e-s de différents quartiers du 20^e.

Ensemble nous signons ce texte commun et lançons cet appel à la solidarité. Pour le soutenir, relayez-le. Nous organiserons très bientôt une réunion publique, pour en être informé-e-s contactez-nous par mail à 20emesolidaire@gmail.com

**LES JEUNES DU PARC DE BELLEVILLE ET
LE COLLECTIF 20^e SOLIDAIRE AVEC TOU-TE-S LES MIGRANT-E-S**

L'AUTO-ORGANISATION COMME BOUSSOLE

Fin septembre 2023, l'antenne A2C de Rennes a organisé une discussion politique ouverte sur la question d'un bilan local du mouvement des retraites. Nous avons voulu rendre compte des différentes pistes de réflexions qui ont émergé ce soir-là, continuer à ouvrir le débat et à le faire vivre, mais aussi et surtout pour inviter toutes les personnes qui le souhaitent à nourrir ce bilan, et ainsi continuer à renforcer nos liens et à s'organiser à Rennes.

Faire le bilan local de ce mouvement n'est pas une chose aisée car il en a sans aucun doute émerveillé et surpris beaucoup, en premier lieu celles et ceux qui y ont participé. Dans ce texte, nous avons fait le choix d'axer notre bilan sur la question de l'auto-organisation, avec ses implications à la fois stratégiques et pratiques. En effet, en tant que révolutionnaires, nous ne cherchions pas seulement à gagner contre la réforme. Nous cherchions également à convaincre le plus grand nombre que nous pouvons aller plus loin et changer les choses entièrement, que nous sommes les plus à même de gérer nos affaires communes. Une des armes pour cela est l'expérience collective de s'organiser ensemble et de décider pour nous-mêmes, autrement dit l'auto-organisation. Nous pensons donc qu'il était nécessaire d'argumenter dans cette perspective et de tenter d'organiser le mouvement dans cette direction.

Une chronologie rennaise du mouvement

Au cours des six mois de mobilisation, plusieurs modalités d'action ont émergé à Rennes, chacune avec ses spécificités :

1/ Du 19 janvier au 6 juin 2023, 14 journées de grève et de manifestations intersyndicales ont rassemblé entre 15 000 et 40 000 personnes avec des syndicats, des lycéen·nes, des groupes autonomes, des collectifs féministes, antiracistes, et des personnes non organisées. Les grèves ont été très suivies par les secteurs publics habituellement mobilisés (Éducation nationale, SNCF) mais aussi par des secteurs moins attendus comme la culture.

2/ Dès janvier, des blocages et barrages filtrants des axes routiers sont organisés aux quatre coins de Rennes. Le but : bloquer l'économie, freiner la production en empêchant les travailleur·euses de rejoindre leur lieu de travail. En mars, ils prennent le nom d'actions « ville morte » et deviennent quasi hebdomadaires.

3/ Dès février, d'autres lieux considérés comme stratégiques sont aussi bloqués : l'université de Rennes 2, certains lycées, des centres de collecte des déchets. Des travailleur·euses, étudiant·es, chômeur·euses se coordonnent avec les éboueur·euses pour bloquer la sortie des camions bennes durant 15 jours.

Une des armes pour cela est l'expérience collective de s'organiser ensemble et de décider pour nous-mêmes, autrement dit l'auto-organisation

4/ Le 11 mars, c'est l'ouverture de La Maison du Peuple (MDP) dans l'ancien cinéma Arvor : cet espace a pour vocation de favoriser l'auto-organisation du mouvement. En parallèle se tiennent chaque semaine les AGs interprofessionnelles (cadre composé de syndicalistes organisés dans différents secteurs) et de Rennes sud. Plus tard, la MDP organise des manifestations régionales avec pour objectifs d'étendre les mobilisations sur l'ensemble de la Bretagne et de créer une coordination régionale.

5/ Le 25 mars a lieu la manifestation contre le racisme et la loi Darmanin avec environ 800 manifestant·es. S'en suivra la création du collectif Rennes contre Darmanin pour lutter contre le projet de loi sur l'asile et l'immigration et construire un front large et uni à Rennes contre le racisme.

6/ Le même jour, environ 30 000 personnes convergent à Sainte-Soline contre la construction de mégabassines à l'appel des Soulèvements de la terre (SDT) : violences policières inédites, deux manifestants finissent dans le coma.

7/ La première casserolade du 17 avril devant la mairie lors du discours de Macron nous permet de nous réunir sous une nouvelle forme : se rassembler, faire du bruit, crier et revendiquer notre désaccord.



Blocage de la rocade du sud de Rennes, 2023.



Banderoles paillettées « Nous ne battons pas en retraite! » portées par des militant·es, Rennes, 2023.

Très pratiques, simples, accessibles et efficaces, les casserolades ont donné un nouveau souffle à la lutte.

8/ Le 27 mai, la MDP appelle à une mobilisation de 24 heures contre Macron, Darmanin et le fascisme et Rennes contre Darmanin organise un rassemblement contre la venue du rappeur fasciste Millésime K.

Durant ces six mois, nous avons vécu une effervescence incroyable, ça fourmillait, ça s'organisait à un rythme parfois très intense : personne autour de nous ne pouvait ignorer la lutte en cours contre la réforme Macron. Ce contexte nous donnait l'opportunité de parler politique de façon beaucoup plus évidente et fluide, dans une sphère plus large qu'en période hors mouvement social. En bref, c'était l'occasion parfaite d'intervenir en tant que révolutionnaires, de parler de nos intérêts communs à lutter et surtout d'expérimenter cette capacité réelle que nous avons de reprendre le pouvoir sur nos vies.

Les différentes modalités d'action qui ont émergé pendant le mouvement découlent pour la plupart de conceptions (plus ou moins conscientes) sur la manière de gagner : les choix stratégiques ont constitué un point de discussion et de désaccord important pendant le mouvement, notamment sur la question des blocages comme outil d'élargissement de la lutte.

Stratégies et choix tactiques : des limites du blocage

Lors des assemblées auxquelles nous avons participé, l'hypothèse que pour faire reculer le gouvernement sur la réforme, il suffirait de faire augmenter son coût financier en additionnant les coûts liés aux différentes actions de la contestation (grèves, blocages, dégradations diverses, encadrement et répression du mouvement), était largement défendue. Le gouvernement se retrouverait donc à faire un calcul économique qui le pousserait à reculer au moins temporairement afin de limiter les pertes financières.

Sur un plan comptable, cette conception revêt plusieurs limites. Car si le gouvernement se donnait pour objectif avec sa réforme « d'économiser » 13 milliards d'euros par an à l'horizon 2030 sur les 331,6 milliards des pensions de retraites, Marc Touati¹ estimait à 1 milliard d'euros les coûts d'une

journée de grève « dure ». Quant aux dégradations, nous n'avons pas trouvé de chiffres globaux pour le mouvement des retraites, mais à titre de comparaison, la Fédération française des sociétés d'assurances les a estimées à 730 millions d'euros lors des révoltes suite au meurtre de Nahel. Soit moins qu'une journée de grève bien suivie.

Nous étions donc loin de faire pencher la balance de notre côté avec cette seule approche :

1/ Pour bien comprendre ce qui fait peur à nos ennemis, il faut penser cette réforme en contexte. Elle a été mise à l'agenda dans un moment de crise profonde du capitalisme, elle revêtait donc un caractère économique et politique primordial pour les capitalistes.

2/ Ces chiffres nous permettent de relativiser les impacts économiques des stratégies émeutières, par rapport à la grève de masse (avec en plus des conséquences en termes de répression hélas dramatique) : il nous aurait fallu 13 journées de grèves fortes pour ne serait-ce qu'arriver à coûter autant à l'économie que ce que le gouvernement prétend économiser en une seule année avec sa réforme.

3/ Les retraites, ce sont des milliards d'euros sur lesquels capitaliser en augmentant leur taux de profit dans un moment où ceux-ci dégringolent. Autant dire qu'ils étaient prêts à perdre beaucoup sur le moment pour s'assurer de gagner beaucoup à l'avenir.

Dans cette stratégie économique d'augmenter le coût de la réforme pour les capitalistes, une des tactiques centrales a été les blocages d'axes routiers et la mise en place de piquets de grève. Si les blocages ont ponctuellement permis des choses intéressantes (la rencontre entre plusieurs composantes du mouvement, un nouveau souffle pour la mobilisation, la mise en action concrète, un sentiment de puissance collective), la manière dont ils ont été utilisés par leurs organisateur·ices nous a cependant interrogé·es.

Les blocages étaient majoritairement traités comme une question technique plutôt que politique : c'est devenu un rituel et les discussions tournaient plus autour du nombre de palettes nécessaires que de la pertinence à jeter nos forces dans cette action. Nous n'avons par exemple pas pu discuter de ce que nous pouvions proposer aux gens bloqué·es dans

leur voiture. Des centaines de personnes se sont retrouvées mises en passivité. Il aurait été pertinent de proposer aux convaincues (les personnes bloquées qui étaient contre la réforme mais pas organisées, pas militantes et très souvent isolées dans leur travail) une manière de se joindre au mouvement et de chercher à convaincre les autres.

La même logique a été mise à l'œuvre avec le soutien apporté aux éboueur-euses, qui n'avaient pas assez de forces pour mener une grève reconductible. Pendant une quinzaine de jours et de nuits, une centaine de personnes impliquées dans le mouvement se sont relayées pour les aider et faire en sorte que les ordures ne soient pas ramassées, dans l'objectif que cette nuisance contribue à la pression globale. Cette approche « de choix d'urgence » n'a pas permis de se demander comment être plus en grève, partout, secteurs isolés ou non, ni quelle importance il peut y avoir à soutenir les différents secteurs isolés ou non (santé, éducation, commerce, transport, etc.).

Nous pensons que ce qui aurait pu faire pencher la balance de notre côté est notre capacité à généraliser le conflit, à convaincre et mettre en action le plus grand nombre pour s'opposer à cette loi, et à bien plus. Peu importe le moyen d'action, blocages, occupations, grèves, notre boussole aurait dû être de chercher par tous les moyens à ce que l'opposition massive à cette loi se traduise avec la même intensité dans la rue en favorisant la mise en action et l'auto-organisation de notre classe. Il n'y a pas de raccourcis : les militant-es ne peuvent faire les tâches seul-es et doivent convaincre et agir en ce sens.

S'organiser par en bas : Maison du peuple et AG Rennes Sud Mobilisée

Beaucoup de camarades de diverses tendances ont fait un constat, que nous partageons : ce mouvement a été marqué par une faible participation aux cadres d'auto-organisation alors même que la participation aux manifestations était historique.

On pourrait simplement renvoyer la responsabilité à l'intersyndicale en arguant qu'elle a tout fait pour garder le contrôle sur le mouvement. Cependant, contrairement à ce qui a pu se passer dans d'autres mouvements, l'intersyndicale, et plus particulièrement la CGT a, à plusieurs reprises, encouragé des prises d'initiatives par en bas, indépendantes du calendrier annoncé. Cela s'est d'autant plus vérifié après l'utilisation du 49.3 où beaucoup d'initiatives ont été prises partout sur le territoire.

Pour autant, les directions syndicales réformistes ne chercheront jamais à être réellement débordées par le mouvement ni à déborder du cadre de la démocratie bourgeoise. C'est notre travail en tant que révolutionnaires de leur opposer d'autres cadres et pratiques et surtout se donner les moyens de mettre en mouvement une part significative de notre classe. Sur ce point, nous pouvons tirer le bilan que nous n'y sommes pas parvenu-es.

À Rennes, parmi les différentes propositions ayant émergé pour organiser et coordonner une partie du mouvement, nous avons eu l'occasion de nous joindre à quelques AG de la Maison du peuple. Si la proposition nous a paru intéressante et a permis d'offrir un espace d'élaboration commun à diverses composantes du mouvement (syndicats, partis, mouvement autonome) pour agir ensemble autant que faire se peut, elle s'est selon nous heurtée à une

Ce mouvement a été marqué par une faible participation aux cadres d'auto-organisation alors même que la participation aux manifestations était historique

limite intrinsèque : elle a cherché avant tout autre chose à coordonner les militant-es déjà organisés-e-s plutôt qu'à organiser celles et ceux qui ne l'étaient pas encore et ainsi élargir le mouvement.

Nous savons que ce n'était pas le propos de la MDP mais justement, nous nous interrogeons : en centralisant l'énergie d'un nombre considérable de militant-es, la MDP n'a-t-elle pas conduit à mettre de côté la création d'autres espaces d'auto-organisation ? Des espaces à plus petite échelle et qui chercheraient activement à être rejoints par des personnes opposées à la réforme mais peu ou pas mobilisées ?

Nous pensons que c'est parfois le travers dans lequel nous pouvons tomber en tant que militant-es déjà organisés-es : chercher à se regrouper pour se sentir plus fort-es, alors que ce qui nous donnerait encore plus de force, c'est d'être ralliés-es par celles et ceux qui ne sont pas encore là, et donc de faire du travail politique en ce sens. Si notre objectif est la généralisation des espaces d'auto-organisation, qu'est ce qui a plus de chance d'y mener ? Que tou-te-s les militant-es de la ville se retrouvent dans une grande assemblée pour tenter de s'organiser ensemble, ou de tenter d'élargir le mouvement depuis les personnes qui nous entourent dans nos espaces de vie et de travail ? En somme, de s'organiser par en bas, partout où cela est possible.

Nous avons voulu expérimenter à cette échelle et avons contribué à lancer et faire vivre l'assemblée « Rennes Sud mobilisée contre la réforme ». Cette assemblée était majoritairement composée de personnes déjà organisées (syndicats, collectifs, partis) ou politisées, ayant pour point commun d'habiter Rennes Sud². Elle avait pour vocation de s'organiser à l'échelle de nos quartiers pour y faire vivre le mouvement contre la réforme en mobilisant de nouvelles personnes. Plusieurs initiatives ont été lancées depuis ce cadre :

1/ Des départs en cortège depuis le quartier pour rejoindre les manifestations appelées en centre-ville (cortèges allant jusqu'à 200 personnes)

2/ Des barrages/blocages du rond-point de la Poterie (avant de rejoindre en cortège la manifestation). Ces actions ont au départ regroupé une cinquantaine d'habitant-es du quartier avant d'être rejointes par d'autres (notamment la MDP) lorsque les opérations Ville morte ont commencé.



Tractage de militantes du groupe de quartier du Sud Nous Toutes 35, Rennes, 2023.



Deux banderoles «Féministes en colère, toutes exploitées, toutes solidaires, au-delà des frontières» dans le cortège de Nous Toutes 35, Rennes, 2023.

En somme, de s'organiser par en bas, partout où cela est possible

appuis et espérer être toujours plus nombreux-ses à vouloir, in fine, transformer le monde.

Conclusion

L'écart profond entre le nombre de personnes se déclarant contre la réforme et la forte mobilisation dans les manifestations d'un côté, et la faible organisation des personnes présentes de l'autre nous pousse aujourd'hui à défendre plus que jamais la nécessité de :

1/ Chercher à convaincre les personnes autour de nous de s'organiser : car s'organiser pour seulement agir ne suffit pas.

2/ Éviter par tout les moyens de s'enfermer entre militant-es et convaincu-es : si les espaces de coordination du mouvement sont nécessaires et peuvent donner l'impression du nombre, ils ne peuvent se suffire à eux-même.

3/ Se poser les questions sur comment généraliser la lutte et sur quelles stratégies défendre pour y parvenir dans un maximum de sphères de la société : c'est la seule manière de faire véritablement trembler le pouvoir.

4/ Donner la confiance : nous sommes tou-te-s, militant-es ou non, légitime et capable de remettre en question nos conditions de vie. Faire grandir le mouvement, c'est aussi regarder, apprendre, écouter ce qu'il se passe ailleurs. C'est inviter, proposer, échanger.

5/ La radicalité oui, mais la radicalité du nombre toujours : elle ne doit pas nous empêcher de rallier le plus grand nombre à celles-ci et d'agir le plus possible en ce sens.

Il nous semble important de rappeler que le mois de juin s'est terminé par l'assassinat de Nahel par la police à Nanterre. À la sortie d'un mouvement social historique, il s'agit aussi de tirer des bilans sur pourquoi la solidarité avec les révoltes et les habitant-es des quartiers n'ont pas été un réflexe au même titre que la solidarité contre le gouvernement Macron qui nous exploite. Nous aimerions développer cette question dans un prochain article, avec, qui sait, des camarades de Rennes ?

ARMELL, KIM ATTIMON ET MATHILDA DEMARBRE (RENNES)

1 – Économiste et chroniqueur dans « Capital ».

2 – Zone comprenant tous les quartiers entre Sainte-Thérèse et la Poterie.

POUR UNE ÉCOLOGIE MATÉRIALISTE : LES EFFONDREMENTS ET LA CLASSE



PARTIE 2 ILS Iront JUSQU'AU BOUT : LA TRAJECTOIRE ÉNERGÉTIQUE DU CAPITAL

Depuis quelques mois la notion d'effondrement réémerge dans la bouche de certaines personnalités réformistes, du secrétaire de l'ONU Antonio Guterres à Mélenchon en passant par Jean-Marc Jancovici, tout en restant assez flou sur ce qu'elle définit.

La situation environnementale catastrophique détaillée dans notre premier article commence à être prise au sérieux dans le débat public, sans toutefois pour l'instant aboutir à un discours mettant en avant les fragilités à courts termes des économies capitalistes dans lesquelles nous vivons, notamment vis-à-vis des ressources. Loin de l'impensé consistant à croire que devant la gravité de la situation nous pourrions trouver une voie de sortie par nos capacités sociétales et un sursaut de conscience de nos dirigeant-es, l'emballement du système et les intérêts de classe semblent saboter tout espoir purement réformiste au vu de la puissante inertie de la trajectoire du capital.

L'emballement de l'exploitation des richesses

Rattacher la notion de trajectoire du capital¹ aux enjeux écologiques permet d'appréhender le développement des puissances capitalistes et impérialistes dans leur histoire et dans l'avenir qu'elles nous réservent. L'idée de développer une écologie matérialiste est de rattacher la crise capitaliste à sa

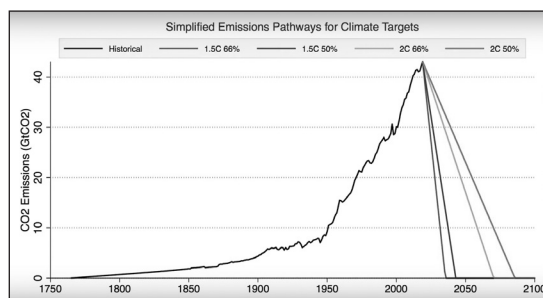
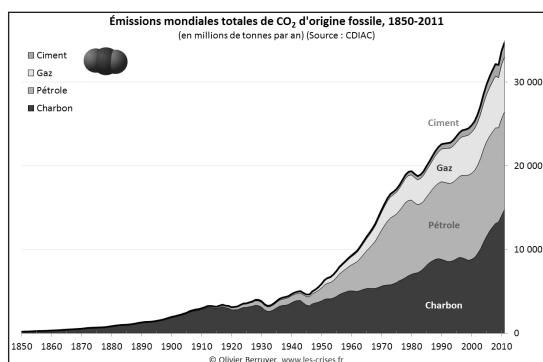
matérialité écologique, pour voir que crises écologique et capitaliste ne sont pas deux crises mais bien une. Ainsi la crise écologique apparaît matériellement à la fois comme la crise de toutes les crises, mais aussi comme une crise du capitalisme comme une autre, laissant ainsi le flou nébuleux qui l'entoure pour relever des mêmes dynamiques et des mêmes grilles d'analyse, comme celle de la polarisation de la société.

Une approche par les ressources écologiques de la concentration des richesses nous ramène d'après James C. Scott à l'apparition des États aux alentours de – 4000 avant JC, permise par le développement de céréales standardisées dont les grains sont la base des premiers prélèvements fiscaux, et par la concentration de populations captives dans des niches écologiques au milieu d'espaces hostiles favorable à l'esclavage et au servage. Cette dernière caractéristique a permis d'empêcher un phénomène séculaire de dispersion spontanée des populations comme résistance aux pouvoirs forts, et ainsi d'enclencher la possibilité de la concentration toujours croissante des richesses.

Les deux grands multiplicateurs de l'exploitation matérielle des ressources et des humain-es par le

Après un déclin faible jusqu'en 2030, la production pétrolière mondiale devrait commencer à réellement chuter, pour être divisée par deux d'ici 2050

capital seront la colonisation à partir du 14^e siècle, et les révolutions industrielles du 18^e siècle jusqu'à ce que les historien·nes appellent la Grande Accélération², période actuelle marquant un développement matériel devenu depuis le 20^e siècle dramatiquement exponentiel dans tous ses aspects : de la démographie au PIB en passant par les télécommunications, le tourisme, le béton... et la hausse des inégalités et de la dégradation de l'environnement. Au point que le renversement de tendance permettant de rendre nos sociétés supportables pour les écosystèmes semble impossible devant un tel emballement. D'après le GIEC, pour contenir le réchauffement planétaire en-dessous de 1,5 °C, il faudrait atteindre une société n'émettant plus de CO₂ avant 2050, ce qui revient à diminuer l'utilisation du charbon de 95 % (suppression totale donc), du pétrole de 60 % et du gaz de 45 % par rapport aux niveaux de 2019. On parle ici ni plus ni moins que de l'arrêt pur et simple de l'appareil productif capitaliste et des flux mondialisés dont nous dépendons maintenant pour nos besoins les plus fondamentaux, de l'énergie à l'agriculture. Pas d'acier sans charbon, pas de pétrole ni d'infrastructure sans acier, notamment. Planifier cela reviendrait à recréer de toute pièce des économies régionales très sobres en énergie et non massivement dépendantes de matériaux venant de l'autre bout du monde en seulement 27 ans (quand ce n'est plus le cas en Europe depuis les années 1500). Le GIEC serait à deux doigts de suggérer une révolution anticapitaliste.



Car le système, basé sur la compétition entre capitalistes, ne changera pas de lui-même. Depuis 2000, la consommation de charbon dans le monde n'a pas diminué, mais a quasiment doublé, grâce aux immenses innovations de groupes européens comme Charbonnage de France ou l'allemand TAKRAF,

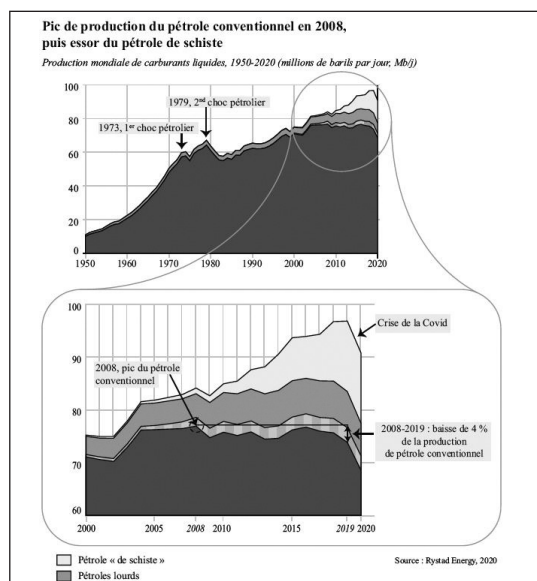
inventeur de l'excavatrice à godet, le plus gros engin au monde. Depuis 1870, plus d'un quart des émissions totales de CO₂ ont été produites sur les quinze dernières années. Au-delà de son inaction, le gouvernement a d'après la Cour des Comptes doublé les dépenses défavorables à l'environnement entre 2022 et 2023, et les banques financent presque toujours autant les énergies fossiles, à hauteur de 668 milliards de dollars en 2022 contre 738 en 2016.

L'enrayement énergétique de l'économie

La non-viabilité matérielle imminente de la situation est pourtant exposée sans sourciller par l'OCDE³, qui prévoit que la demande mondiale d'utilisation de matériaux par an devrait doubler à quadrupler d'ici 2060, passant de 79 gigatonnes en 2011 à entre 167 et 350 Gt. On s'étonne que l'OCDE ne s'intéresse dans ce rapport à aucun moment à la faisabilité d'une telle extraction de matière, quand celle-ci entraîne déjà aujourd'hui une destruction des ressources vivantes et laisse craindre très bientôt des pénuries de minéraux, notamment les métaux (cuivre, lithium, nickel, cobalt...)⁴, ou des sources d'énergie. À commencer par la plus emblématique, le pétrole.

Pour Matthieu Auzanneau, directeur du cabinet d'étude The Shift Project, notre incapacité à comprendre ce danger imminent réside dans l'angle mort qu'est l'importance de l'énergie dans l'économie et ses crises. Il démontre que les crises de 1973 et 2008 ont toutes deux pour cause le dépassement d'un pic pétrolier⁵, c'est-à-dire le moment où la production diminue du fait d'un amenuisement des réserves exploitables de manière rentable (du fait de son taux de retour énergétique, et donc de son taux de profit, dont la baisse tendancielle est la limite fondamentale du capitalisme)⁶. Dans ces deux crises, cette contraction de l'offre de pétrole amène à une énorme augmentation de la facture énergétique, entraînant une inflation à même de faire basculer l'ordre financier mondial. Si en 1973 le pic en question était celui de la production nationale américaine et s'est résolu par la fin de l'annexion du dollar sur l'or (et toute matérialité quelconque) et une politique impérialiste au Moyen-Orient permettant de sécuriser leur approvisionnement, en 2006 c'est le pic pétrolier conventionnel mondial qui a été dépassé, obligeant les banques centrales occidentales à remonter brutalement leurs taux d'intérêt, ce qui a conduit à l'écroulement de la bulle des subprimes. Depuis cette date, les économies occidentales ont dû faire tenir leur économie uniquement par des politiques monétaires ultra avantageuses. En faisant fonctionner la planche à billet (la création artificielle de monnaie par les banques centrales, ici via le quantitative easing et les taux d'intérêt négatifs), les États-Unis ont financé l'extraction pourtant très peu rentable du pétrole de schiste (dit non-conventionnel).

L'Europe, peu productrice de pétrole, a vu en 2006 ses importations pétrolières diminuer, en même temps qu'elle a connu son pic gazier, ce qui l'a rendue depuis en « *décrue énergétique subie* » comme le formule Jean-Marc Jancovici⁷, entraînant une récession économique sur ses flux physiques, compensé uniquement par une politique monétaire qui a surtout permis d'investir dans des secteurs tertiaires peu créateurs de valeurs comme la logistique, la livraison et l'immobilier, sans réorienter l'économie réelle vers un équilibre plus viable et créateur de valeur.



Mais après 15 ans de perfusion au schiste, le pic pétrolier global et définitif est avéré par l'Agence internationale de l'Énergie. Après un déclin faible jusqu'en 2030, la production pétrolière mondiale devrait commencer à réellement chuter, pour être divisée par deux d'ici 2050. Pour l'Europe, cela implique une division de ses importations de pétrole par 2 à 20 en fonction du contexte géopolitique⁸. Ces implications sur l'économie déclenchent déjà les mêmes mécanismes qu'en 1973 et 2008, mais dans des proportions incomparables. Face à une crise énergétique historique, dont le Covid et la guerre en Ukraine ont été des révélateurs plutôt que des déclencheurs, les banques centrales après des années dispendieuses ont réaugmenté leurs taux directeurs brutalement pour stopper l'inflation, amenant certaines bulles financières à déjà se dégonfler, comme l'immobilier, ou plus inquiétant, la dette américaine via ses bons du Trésor. Ces bons, titres financiers de la dette américaine, servaient jusque-là et depuis la fin des Accords de Bretton Woods suite à la crise de 1973, de support à la stabilité financière mondiale. Or, les pays émergents comme la Chine ont arrêté depuis 2021 d'utiliser ces bons dans leurs échanges économiques. Signe du basculement du monde sous l'égide de l'énergie, et plus profondément du déclin économique de l'Occident qui n'assume plus son mode de vie bien au-dessus de ses moyens, les BRICS⁹ ont cet été, à l'occasion d'un sommet historique, annoncé leur volonté d'en finir avec la « dictature du dollar » et son lien systématique au pétrole, en procédant à leurs échanges avec leurs monnaies nationales et en intégrant les trois plus grands producteurs de pétrole mondiaux à leur alliance. Les redéploiements impérialistes notamment en Afrique et au Moyen-Orient sont révélateurs de ce recul occidental, à commencer par la France en Afrique de l'Ouest, confrontée notamment à un risque concernant son approvisionnement en uranium. Mais l'Occident n'est cependant pas le seul à craindre les limites environnementales. Des études estiment que la Chine pourrait être en train d'atteindre son pic charbonnier, et les pays producteurs de pétrole risquent de perdre la majeure partie de leur ressource une fois leur pic national passé, comme ce fut le cas de la Syrie juste avant les printemps arabes entre autres « fallen states », ou comme le risque par exemple l'Algérie prochainement. S'ajoutent évidemment aux

pénuries multiples les conditions climatiques létales dont nous avons déjà parlé, qui commencent déjà à miner l'efficacité technique des économies, comme on l'entraperçoit à travers les difficultés du milieu des assurances face aux catastrophes climatiques¹⁰.

Ecologie ou impérialisme

De quoi tou-te-s s'unir dans une concorde internationale pour sauver la planète ? C'est en tout cas ce que préconise le GIEC, qui a bien compris et alerte sur l'importance du contexte politique pour espérer limiter le réchauffement planétaire. À ses scénarios climatiques il lie des scénarios politiques, le plus optimiste à + 1,5 °C étant associé à une réduction des inégalités mondiales, le pire étant associé à une compétition nationaliste et une augmentation des inégalités. Et force est de constater que la menace environnementale provoque une prise de conscience somme toute contraire à celle attendue par le GIEC et l'ONU. Le contexte de tension sur l'approvisionnement en ressources dans un monde très concurrentiel, inéquitable et dont la principale puissance assure plus d'instabilité que de stabilité fait toucher à la diplomatie environnementale les bas-fonds. Le G20 sur le climat d'août dernier visant un plafonnement des émissions de CO₂ d'ici 2025 l'a bien montré, amenant la Chine à juger les attentes des US comme une « mission impossible » exigée par une puissance qui « ne prononce que des paroles en l'air ». Face à la non-teneur des engagements de l'Accord de Paris, Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, n'hésite même plus en 2020 à asséner que les dirigeants publics et privés « mentent ». « Les pays et les entreprises les plus polluants ne se contentent pas de fermer les yeux : ils ajoutent de l'huile sur le feu »¹¹.

Polarisation de la trajectoire du capitalisme

Rarement un dirigeant onusien n'aura accusé aussi frontalement les élites internationales. Il faut dire que celles-ci opèrent ce que Bruno Latour qualifie de sécession face au péril climatique, à l'opposé des théories dépolitisantes sur leur manque de connaissance du problème. Si Macron et Philippe ont reçu les auteurs de *Comment tout peut s'effondrer* à l'Élysée, et si Von Der Leyen cite *Les limites à la croissance* du club de Rome lors d'un colloque #BeyondGrowth, l'exemple le plus édifiant à ce sujet sont les rapports cachés réalisés régulièrement depuis 1971 par les groupes Total et Exxon sur les conséquences du réchauffement climatique. Loin d'alerter, ce groupe a pu utiliser ces données dans ses plans de développement économique tout en niant ce changement. Un subtil mélange de stratégie du doute¹², visant à empêcher certaines réalités d'émerger, et de stratégie du choc théorisée par Naomi Klein pour décrire l'utilisation par le capitalisme du chaos comme opportunité de développement et de réinvention.

Les signes les plus décomplexés tels que les projets transhumanistes d'Elon Musk voulant coloniser Mars avec une petite élite pour préserver la race humaine en abandonnant à son sort le reste de l'humanité, ou les bunkers que se construisent les ultra-riches dans les endroits les plus préservés de la planète¹³, ne sont que la partie symbolique d'un ensemble d'orientations politiques et économiques qui méritent cruellement

d'être analysées à l'aune du « monde de demain » que préparent nos dirigeants... contre nous. Loin de mettre en place des politiques ambitieuses de changement, les politiques néolibérales accélèrent depuis une décennie un accaparement massif et brutal des richesses. Mis bout à bout, l'ensemble des cadeaux aux entreprises représentaient en 2019 (avant le « *quoi qu'il en coûte* ») 160 milliards d'euros par an, soit le triple d'il y a 20 ans¹⁴. Plus les 100 milliards d'euros de fraude fiscale selon Solidaires finances publiques, cela équivaut au budget de l'État, qui s'élève cette année à 293 milliards d'euros. 80 milliards d'euros de dividendes ont été distribués en France cette année, et la fortune des milliardaires français a quintuplé en dix ans pour dépasser 400 milliards d'euros. Ajoutons que les politiques monétaires évoquées plus haut ont permis aux 10 % les plus riches de capter la richesse d'une économie réelle en autodigestion, chose que l'inflation qui en découle aujourd'hui continue de faire en alimentant principalement les profits des grandes entreprises¹⁵. La paupérisation qui en découle, appuyée par des politiques de précarisation volontaire de notre classe comme les réformes des retraites, du travail ou la militarisation de la société, et l'instillation d'un climat fasciste de division, rentrent dans cette stratégie d'affaiblissement de nos capacités à s'organiser et à résister face aux troubles écologiques à venir, comme le montre Houria Bouteldja¹⁶. Dernier signe que rien ne les fera changer de cap, les déclarations militaristes envisageant un conflit direct au sein de la vieille Europe se multiplient, à l'instar du développement du SNU ou de l'annonce de réarmement de l'Allemagne voulant se « *préparer à la guerre et préparer l'armée allemande et la société à cela* » selon son ministre de la Défense fin octobre.

Le résultat du cri d'alarme désespéré d'Antonio Guterres a de quoi paraître décevant. En guise de réponse, la COP27 en Égypte s'est faite sponsorisée par Coca-Cola, le plus gros pollueur de plastique au monde, et la COP28 se déroulera cette année à Dubaï, présidé par Sultan Al Jaber, PDG de la Abu Dhabi National Oil Company. Au-delà du mauvais goût, cette dérive des COP est signe de la marginalisation plus large de l'ONU au profit d'un nouvel ordre mondial dérégulé, qui laisse présager le pire dans le traitement des populations impactées par le dérèglement environnemental. Les centaines de millions de personnes amenées à se déplacer du fait des conditions de vie impossibles vont créer des flux migratoires massifs auxquels les États répondent par la répression, qui à cette échelle contient un fort risque



Convoi de camions amenant du charbon depuis la Mongolie intérieure.

La gestion frontalière de toutes les grandes puissances, à commencer par Frontex, annoncent déjà les pires réactions racistes et fascistes au chaos environnemental à venir.

génocidaire. Ces exactions ont déjà commencé en Arabie saoudite où les gardes-frontières ont ouvert le feu sur au moins des centaines de migrant-es éthiopien·nes entre 2022 et 2023, ou en Tunisie, partenaire du programme européen Frontex, qui a abandonné au moins 700 migrant-es dans le désert à une mort certaine cet été. Les crimes génocidaires perpétrés tant par la Chine sur les Ouïghours et par les alliés occidentaux sur les Palestinien·nes, et la gestion frontalière de toutes les grandes puissances, à commencer par Frontex, annoncent déjà les pires réactions racistes et fascistes au chaos environnemental à venir.

L'impasse de la solution réformiste ravive l'importance du rapport de forces entre les classes, et de notre autonomie collective d'organisation et de résistance. D'autant plus que la crise en question est d'abord la crise du système capitaliste. Si nous nous sentons en danger, les structures de pouvoir le sont tout autant. Il s'agira alors dans la suite de notre série de voir quelles ouvertures stratégiques occasionne le bouleversement environnemental.

DAVID LORANT (RENNES)

1 – Voir la brochure d'A2C *Impérialisme : la trajectoire du capital. Vers la guerre, vers le fascisme...*, juillet 2023.

2 – John R. McNeill, *The Great Acceleration : An Environmental History of the Anthropocene since 1945*, 2014.

3 – OCDE 2018, *Global Material Resources, Outlook to 2060*.

4 – Voir le travail d'Aurore Stéphant, Guillaume Pitron ou Olivier Vidal sur les impasses de la transition énergétique.

5 – Jean-Marc Jancovici, *Incompréhensions énergétiques*, sur jancovici.com, septembre 2014.

6 – Matthieu Auzanneau, *Métaux critiques, charbon, gaz, pétrole : nous entrons dans les récifs*, octobre 2021 et 1973 et 2008, *premières crises écologiques des « limites à la croissance » ?*, janvier 2023, sur son blog sur Le Monde.

7 – En lien avec la notion de baisse tendancielle du taux de profit : « 1973, le temps des crises », de Mathieu Pastor sur le site d'A2C, février 2023.

8 – Données Rystad analysées par The Shift Project.

9 – Sommet du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, rejoint cet été par l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran. Voir Martine Orange dans *Médiapart*, « Les ventes massives de bons du Trésor américain ébranlent le système financier international », 29 octobre 2023.

10 – *Médiapart*, 5 novembre 2023, « Le dérèglement climatique met au défi le monde de l'assurance », Martine Orange.

11 – Le Secrétaire général Antonio Guterres au lancement du Rapport GIEC : « Nous approchons à toute allure de la catastrophe climatique ».

12 – *La science asservie* d'Annie Thébaud-Mony, 2014 ; France 24, « Total, champion de la stratégie du doute selon une étude », 20 octobre 2021.

13 – *The Guardian*, « The super-rich 'preppers' planning to save themselves from the apocalypse », 4 septembre 2022.

14 – IRES et CGT, *Un capitalisme sous perfusion : Mesure, théories et effets macroéconomiques des aides publiques aux entreprises françaises*, octobre 2022.

15 – Anouk Brunet et Paul Vadori, « Inflation : vers une crise d'ampleur ? », sur le site d'A2C, septembre 2022.

16 – *Beaufs et barbares : le pari du nous*, d'Houria Bouteldja, 2023, Introduction.

DOIT-ON PARLER DE FASCISATION ?

SORTIR DES IMPASSES ET CONSTRUIRE LA RIPOSTE FACE AUX FASCISTES

Dissolutions de collectifs et d'associations, répression toujours plus forte des mouvements sociaux, stigmatisation des musulman-es pour construire l'ennemi intérieur, surenchère raciste et xénophobe, militarisation de la police, interdictions de manifester de plus en plus régulières, reprises du discours de l'extrême droite par le gouvernement... Depuis plusieurs années en France, tout un tas d'éléments indiquent une radicalisation autoritaire et raciste du pouvoir en place. Pour qualifier cela, une partie de plus en plus large de la gauche emploie le concept de fascisation. Si le terme et sa charge symbolique forte, renvoyant aux périodes les plus sombres de l'histoire européenne, permettent de faire réagir, il est intéressant de regarder de plus près ceux qui développent ce concept.

Dans cette période où faire reculer les fascistes est plus qu'urgent, cet article vise donc à faire un état des lieux de la question. Qui parle de fascisation et pour désigner quoi ? Quelles sont les implications stratégiques de cette analyse et quelles sont ses impasses ? Considérant que la justesse de toute analyse politique se mesure à ses conséquences stratégiques et pratiques, il ne s'agit pas d'un pur débat théorique. La question est bien d'affiner notre compréhension du phénomène fasciste pour mieux savoir par où s'y prendre pour le combattre et pour gagner.

Lutter contre la fascisation : par la révolution...

Le sociologue et militant du Front uni de l'immigration et des quartiers populaires (FUIQP) Saïd Bouamama a donné, dans un cycle de formations marxistes, une conférence sur le fascisme où il présente sa définition du fascisme et de la fascisation¹. Dans la droite ligne d'un certain marxisme orthodoxe, Bouamama reprend la définition du secrétaire de l'Internationale communiste Dimitrov en 1935, déclarant que le fascisme est la « *dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capitalisme financier* ». Le fascisme est de ce point de vue la dernière carte de la bourgeoisie en temps de crise. Pour lui, « *il y a donc une offre de fascisme constituée par les organisations fascistes et une demande de fascisme constituée par d'abord certaines fractions de la classe dominante puis par des fractions plus importantes.* »

Complétant cela, Bouamama poursuit en expliquant que la fascisation « *est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives pour gérer les contestations sociales dans un contexte de crise de légitimité* »² où toutefois « *la bourgeoisie ne se sent pas suffisamment menacée, le fascisme*

Le plus gros problème ici réside dans le manque d'intérêt général porté aux fascistes eux-mêmes

ne trouve pas les conditions d'un accès au pouvoir. Cependant dans des circonstances de développement et de radicalisation importantes des luttes sociales, la classe dominante n'hésitera pas à emprunter au fascisme ses analyses, ses propositions et une partie de ses méthodes. Nous sommes alors en présence d'un processus de fascisation de l'appareil d'État. » Bouamama conclut son exposé ainsi : « *il est illusoire de combattre le fascisme en sous-estimant la gravité de la fascisation de l'appareil d'État. Il est tout aussi illusoire de sous-estimer le combat contre les groupes explicitement fascistes. Une fois au pouvoir ces groupes ne pourront être combattus que par la lutte armée comme au temps du nazisme. C'est dès aujourd'hui que nous sommes confrontés au double combat contre la fascisation et contre les groupes fascistes.* »

Adhérant à cela, l'Action antifasciste Paris-Banlieues, groupe antifasciste autonome français le plus connu aujourd'hui, déclare que la lutte exclusive contre l'extrême droite est une double erreur : d'une part car cette lutte serait facilement récupérable et vidée de sa substance par un antifascisme d'État et de gouvernement ; d'autre part car cela reviendrait à ignorer le processus de fascisation qui permettrait au fascisme de réapparaître sous de nouvelles formes modernes différentes des fascismes historiques. Ainsi, pour l'AFA Paris-Banlieues, il faut aujourd'hui combattre de front et au même titre l'extrême droite organisée et les partis de gouvernements classiques, libéraux ou conservateurs, qui participent tous à cette fascisation. Pour elleux, « *la milice la plus meurtrière aujourd'hui, ce n'est pas Génération identitaire ou les Zouaves mais bien la police française.* »³



Le plus gros problème ici réside dans le manque d'intérêt général porté aux fascistes eux-mêmes. Cette analyse de la fascisation élude complètement la manière dont se construisent les fascistes, à savoir, en créant un mouvement de masse, interclasse, et pas uniquement en séduisant la bourgeoisie. En effet, mis à part la bataille de rue et l'autodéfense physique vis-à-vis des militants d'extrême droite violents, l'antifascisme autonome met de côté la nécessité d'entraver la construction d'organisations fascistes de masse comme le FN/RN. L'antifascisme, conditionné à un anticapitalisme révolutionnaire, se voit alors coupé de toute une partie de notre classe qui serait pourtant disposée à mener bataille face à l'extrême droite organisée. Ces positions relèvent de moyens d'affirmer une ligne politique davantage que de se donner les moyens d'une riposte efficace. En bref, il s'agirait d'abattre le capitalisme ou rien : voilà qui est bien joli sur le papier, mais pas très utile en réalité.

... ou par l'union des gauches ?

Dans un autre registre, Ugo Palheta⁴ analyse le fascisme comme un projet politique à part entière « de "régénération" d'une communauté imaginaire — en général la nation — supposant une vaste opération de purification » raciale et politique⁵. À la différence de Saïd Bouamama, son analyse met au centre l'étude du mouvement fasciste français et de son « vaisseau amiral », le FN/RN. Palheta a bien conscience de la nécessité pour l'avènement du fascisme de la construction d'une organisation de masse capable de rassembler et de mobiliser une large partie de la population. Ainsi, il prend au sérieux l'autonomie relative dont dispose le mouvement fasciste à l'égard de l'État et de la bourgeoisie.

Pour autant, lui aussi affirme que l'on fait actuellement face à une séquence de fascisation, cette « phase historique d'imprégnation à la fois idéologique et matérielle » qui prépare le fascisme « par une modification des équilibres internes à l'État au profit des appareils de répression et une légitimation idéologique de l'entreprise de purification »⁶ dans

S'il est vrai que le fascisme se développe sur la faiblesse de notre camp à construire une alternative politique et sociale assez forte, il est cependant illusoire de croire que celle-ci peut se construire par en haut, en tentant d'unir les diverses organisations déjà existantes

les discours et médias dominants. Il reprend ainsi, comme le concept de fascisation le suppose, l'idée que « le fascisme naît "du dedans" »⁷, c'est-à-dire de l'État lui-même qui se transforme au gré des crises capitalistes, idée souvent illustrée par une citation de l'écrivain Bertolt Brecht : « le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise ».

Ainsi, quand il s'agit de parler stratégie, Ugo Palheta évoque effectivement l'idée qu'il est nécessaire d'enrayer la construction des organisations fascistes et en particulier du FN/RN, en s'opposant par exemple à toute apparition publique de l'extrême droite. Mais il poursuit immédiatement en appelant à « la construction d'un front uni [rassemblant de multiples organisations syndicales, politiques, associatives] ciblant non seulement le FN mais toutes les politiques qui favorisent sa progression »⁸. Front dont les « visées devraient être à la fois défensives et offensives : cherchant à stimuler et à coordonner les résistances à l'extrême droite, mais popularisant dans un même mouvement la nécessité d'une alternative de société passant par une rupture politique, donc par la conquête du pouvoir. »

S'il est vrai que le fascisme se développe sur la faiblesse de notre camp à construire une alternative politique et sociale assez forte, il est cependant illusoire de croire que celle-ci peut se construire par en haut, en tentant d'unir les diverses organisations déjà existantes. Cela conduirait à diluer tout ce qu'il y a de contradictions et de désaccords politiques de fond sous prétexte de se défendre face à la menace fasciste. En réalité, cette hasardeuse proposition stratégique dilue l'antifascisme et ce que pourraient



être des perspectives d'action très concrètes ici et maintenant dans un appel lointain au rassemblement et à l'unité des gauches. Une sorte d'antifascisme par en haut. Mais on n'a pas le temps qu'arrive une quelconque union des gauches, il faut combattre les fascistes dès maintenant ! Il est même probable qu'il y ait besoin d'une telle unité d'action pour construire l'unité de notre classe, par en bas, comme cela s'est passé en février 1934.⁹

Distinguer trajectoire du capital et danger fasciste

Voici en somme ce à quoi peuvent amener les théories de la fascisation : brouiller la distinction entre la bourgeoisie et les fascistes, entre fascisme et capitalisme, pour appeler à les combattre de front dans leur ensemble en arrimant l'action antifasciste soit à une perspective révolutionnaire, soit à un projet d'union des gauches et d'émancipation globale. Mais au final cela nous désarme sur les deux plans à la fois : dans la lutte anticapitaliste d'une part en minimisant la logique même du capitalisme raciste et autoritaire ; dans la lutte antifasciste d'autre part en minimisant la spécificité des fascistes et leur autonomie vis-à-vis de l'État et de la bourgeoisie. Cependant, quand Saïd Bouamama déclare que la fascisation « est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives » de la bourgeoisie en crise de légitimité, il parle bien de quelque chose qui n'est pas le fait des fascistes.

Cette radicalisation raciste et autoritaire est bien le fait de la bourgeoisie elle-même qui cherche à tout prix à maintenir sa domination et ses taux de profits. Elle a pour cela besoin d'exploiter toujours plus pour extraire davantage de plus-value (casse des acquis sociaux, baisse des salaires réels, surexploitation de la main-d'œuvre précaire, etc.) et pour ce faire, non seulement de mater toute opposition mais aussi de diviser notre classe par le biais du racisme. Tout cela répond à une rationalité précise : c'est ce que nous appelons la trajectoire du capital.¹⁰ Et si cette dernière conduit aujourd'hui à renforcer les fascistes et à ce que la bourgeoisie se destine éventuellement à leur laisser le pouvoir, elle peut aussi prendre d'autres chemins pour résoudre ses crises selon l'état des forces politiques : cooptation

Remettre ainsi les fascistes au centre du combat antifasciste est primordial

des réformistes, instauration d'un régime purement autoritaire, etc. Or le terme de fascisation implique, qu'on le veuille ou non, que le processus aboutira inéluctablement au fascisme si aucun renversement révolutionnaire ne se produit.

Est-ce qu'on parlerait de fascisation si on avait une égale radicalisation du pouvoir mais une extrême droite inexistante ? Car si l'essentiel du problème se trouve dans les conditions qui favorisent le fascisme, à savoir la crise de l'hégémonie bourgeoise¹¹ et la complicité des élites en place vis-à-vis du fascisme, il ne faut pas reléguer au second plan un élément essentiel : pour arriver au pouvoir, les fascistes ont besoin d'un mouvement fort et d'une organisation de masse.

Et si on s'intéressait aux fascistes ?

Si parler de fascisation vise à répondre à la nécessité de saisir que le fascisme n'arrive pas du jour au lendemain, il est cependant indispensable de regarder ce que font les fascistes eux-mêmes. C'est ce que l'historien Robert Paxton s'est justement attaché à faire en décrivant étape par étape les choix, les actes et les trajectoires des mouvements fascistes et de leurs dirigeants qui ont réussi à prendre le pouvoir pour certains (nazisme en Allemagne et fascisme mussolinien en Italie) mais aussi de ceux qui ont échoué dans d'autres pays européens.¹² C'est ainsi qu'il distingue plusieurs moments dans le développement des mouvements fascistes.

Pour y voir plus clair, reprenons la synthèse qu'en fait Vanina Giudicelli dans la revue n°3 des *Cahiers d'A2C* :

« Dans *Le fascisme en action*, Paxton présente les deux éléments qui ont permis aux fascistes d'accéder au pouvoir en Italie en 1922 comme en Allemagne en 1933 : le fait que la bourgeoisie se sente menacée au point d'accepter de collaborer avec eux, et un enracinement suffisamment important des organisations fascistes pour s'imposer comme partenaires.

Ayons en tête qu'un régime fasciste, ce n'est pas simplement un régime où la police réprime davantage ; c'est un régime où chacun-e devient flic et collabore activement à la répression

Le fascisme n'est pas un instrument créé par la bourgeoisie, il a un projet politique autonome (l'extermination des Juifs n'était pas le projet de la bourgeoisie allemande, mais celui des nazis). Celui-ci, que l'on pourrait définir par la volonté de créer un renouveau de la société à travers le combat pour la pureté et la grandeur nationale, n'est pas un projet un peu plus radical que celui de candidat-es de la bourgeoisie. Le fascisme a pour spécificité de chercher à mobiliser activement de larges couches de la société — là où la bourgeoisie cherche plutôt à s'assurer de leur passivité. Le cœur de ce mouvement est la petite bourgeoisie, classe sociale qui hait à la fois la grande bourgeoisie au pouvoir qui les mène à la faillite et la classe ouvrière qui réclame davantage d'acquis sociaux et politiques. [...] Mais les mouvements fascistes cherchent également à souder d'autres forces sociales autour des ennemis qu'il faut écraser. La stratégie du fascisme est donc de débaucher une partie de notre classe pour l'amener à s'en prendre à l'autre. En ce sens, le fascisme peut intéresser la bourgeoisie, s'il réussit à construire ce mouvement d'ampleur auquel il aspire, offrant des troupes et une détermination capables de "régler" les blocages auxquels la bourgeoisie doit faire face. »¹³

Remettre ainsi les fascistes au centre du combat antifasciste est primordial. Finalement, le débat est tactique et porte sur « où attaquer ». Or quand on parle fascisation, comme on l'a vu, le risque est d'oublier les fascistes en les mettant au second plan. Il est pourtant indispensable de comprendre les spécificités du fascisme pour saisir en miroir la nécessité d'un combat spécifiquement antifasciste. Manifestations contre des centres d'accueil de demandeur-euses d'asile ou des spectacles de drag queens, attaques de centres LGBT+, agressions de personnes trans ou de militant-es de gauche, déblocages d'universités en lutte contre la réforme des retraites, mobilisation contre les concerts de Médine... Tout cela est certes relativement toléré par le pouvoir en place, mais ce sont bien des militant-es d'extrême droite qui sont à l'œuvre, pas des électeur-rices macronistes.

Construire l'unité d'action antifasciste par en bas

Les fascistes jouent sur notre terrain : ils visent à mobiliser les masses, et donc une large partie de notre classe aussi, mais contre une autre partie de notre classe. Ayons en tête qu'un régime fasciste, ce n'est pas simplement un régime où la police réprime davantage ; c'est un régime où chacun-e devient flic et collabore activement à la répression. C'est pourquoi la bataille que l'on mène face aux fascistes n'est pas une course dans laquelle il s'agirait juste d'aller plus vite et plus loin ; c'est un combat de boxe qui est à mener, une lutte au corps à corps pour empêcher qu'ils ne recrutent et ne s'implantent davantage, qu'ils ne diffusent leur poison et enrôlent une partie de notre classe.

Chaque village, quartier ou université dans lesquels l'extrême droite mène ses activités sans réponse antifasciste, est un pas de plus vers la complicité générale de leur projet mortifère. Chaque individu qui rejoint le camp fasciste est un pas de plus vers l'anéantissement de notre camp, de nos organisations, des plus réformistes aux plus révolutionnaires, mais plus profondément de toutes nos solidarités.

Cet intérêt commun pour faire reculer les fascistes, nombre de personnes le ressentent, bien au-delà des cercles habituellement militants, cela est certain et ne peut que nous donner de l'espoir et de la force. Construire cette unité-là se joue à la base et dans l'action du plus grand nombre : il faut s'y prendre par en bas, dans son village, son quartier ou son université et dans l'action concrète de terrain contre l'extrême droite et ses activités. Animer une assemblée, lancer un comité, organiser des réunions publiques pour agir collectivement est vital pour rallier et mobiliser toutes les bonnes volontés face aux fascistes.

Si nous sommes d'accord qu'à terme, la seule voie pour se débarrasser définitivement du fascisme et de ce qui en fait le terreau fertile, c'est celle de la rupture révolutionnaire avec le capitalisme et l'impérialisme, nous croyons aussi qu'aujourd'hui la lutte antifasciste est un préalable, une condition à l'unité de notre classe nécessaire pour la révolution. Étant donné l'état de notre camp aujourd'hui, repousser les fascistes est un objectif vital pour redonner la force, la conviction et la confiance à notre classe pour aller au-delà.

ERWAN (MARSEILLE)

Pour aller plus loin :

- « Stratégie antifasciste : 5 exemples historiques pour ouvrir une réflexion », par Denis Godard, 2017.
- « Comment faire face au danger fasciste ? l'exemple de KEERFA en Grèce »
- « Le mouvement antifa aujourd'hui », David Karvala, 2019

Notes de bas de page

- 1 – Transcription éditée disponible sur [acta.zone](#), « Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation », 2021.
- 2 – « Crise de légitimité et processus de fascisation : l'accélération par la pandémie », 12 mai 2020.
- 3 – « From Memory to Struggle », intervention de l'AFA Paris-Banlieues à Milan, aux 20 ans de la mort de Dax, militant italien tué par un fasciste.
- 4 – Sociologue et militant anticapitaliste auteur de *La Possibilité du fascisme*, 2018.
- 5 – Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, *Face à la menace fasciste*, 2021.
- 6 – Ugo Palheta et Omar Slaouti, *Défaire le racisme, affronter le fascisme*, 2022.
- 7 – « De la république policière à la république fasciste ? », Frédéric London, 26 juillet 2023.
- 8 – *La possibilité du fascisme*, pp. 256-257
- 9 – Lire « Front populaire et antifascisme de masse : quand vaincre le fascisme devint possible » dans les *Cahiers d'A2C* n°5, novembre 2022.
- 10 – Lire l'introduction de la brochure *A2C Impérialisme, la trajectoire du capital*, juillet 2023.
- 11 – Le communiste italien Antonio Gramsci a développé le concept d'hégémonie culturelle pour mettre en lumière la dimension idéologique de la domination bourgeoise, qui, au-delà de l'emploi de la force et de la répression, s'appuie sur le consentement actif des dominé-es reproduit par tout un tas d'institutions (médias, école, etc.) pour se maintenir en place.
- 12 – Robert Paxton, *Le fascisme en action*, 2004.
- 13 – « Les fascistes, Macron, l'État, c'est pas la classe », mai 2022



REBEL WHITHOUT A PAUSE: LE HIP HOP A 50 ANS !

La soirée organisée le 13 août 1973 dans le Bronx par Cindy Campbell, une fille d'immigré-es jamaïquain-es, avec son frère Clive — plus connu sous le nom de Kool Herc — aux platines est considérée comme le point de départ de la (contre) culture Hip Hop.



Express Yourself

Sur le sound system artisanal construit avec son père, dans la plus pure tradition Yardie¹, le jeune disc-jockey présente la technique de mix qu'il a mis au point, le « Merry go round », c'est-à-dire le fait d'isoler des breaks de batterie et de les passer en boucle afin d'accentuer la rythmique. Cela permet en particulier au premier master of ceremony (MC) de l'histoire, Cock LaRock, de s'exprimer au cours de cette soirée en profitant des intervalles instrumentaux et principalement rythmiques ainsi créés en balançant quelques phrases destinées à maintenir l'excitation du public, et en particulier des danseuses et danseurs. Nous avons là réunis trois des éléments constitutifs de la culture Hip Hop : le DJing, le MCing (qui se transformera en rap) et la danse. Auxquels il faut bien évidemment ajouter le graffiti. Ils ont en commun d'offrir aux jeunes des ghettos noirs et latinos de New York des moyens d'expression qui leurs sont propres tout en présentant une alternative à la violence des gangs et à la drogue. Le côté antigang et antidrogue du mouvement naissant n'est pas porté par des impératifs moraux mais soutenu par une analyse politique, notamment de l'usage de la drogue dans la stratégie de contre-insurrection déployée par le pouvoir en place, en particulier le FBI, dans sa lutte contre les mouvements révolutionnaires noirs et latinos comme les Black Panthers ou les Young Lords.

Le côté antigang et antidrogue du mouvement naissant n'est pas porté par des impératifs moraux mais soutenu par une analyse politique

Dès 1969, Michael « Cetewayo » Tabor, ancien toxico et professeur d'éducation politique dans l'école de libération des Black Panthers destinée aux enfants des ghettos, écrit une brochure intitulée *Capitalisme + Came = Génocide*². Il y développe une analyse de la toxicomanie, en particulier l'addiction à l'héroïne, comme « *symptôme monstrueux du mal qui détruit le tissu social dans ce système capitaliste. La toxicomanie est un phénomène social que le système social développe organiquement* ». Et précise : « *tout phénomène social émanant d'un système social qui se fonde et s'appuie sur d'implacables antagonismes de classe, résultant d'une exploitation de classe, doit être envisagé d'un point de vue de classe* ». Pour la classe dirigeante, l'introduction massive de l'usage de l'héroïne dans les « *colonies noires de Babylone* » — nom donné par Cetewayo aux ghettos, a pour conséquence de déstabiliser les communautés, de pouvoir justifier d'envoyer toujours plus de « porcs » dans les quartiers au nom de la « guerre contre la drogue » et d'envoyer en prison à tour de bras des jeunes noir-es et latin@s. Dans une introduction à la publication en français de la

C'est dans ce contexte lugubre de victoire de la guerre contre-insurrectionnelle menée par l'appareil d'État américain contre les mouvements révolutionnaires noirs et latinos que le Hip Hop apparaît.

brochure de Michael « Cetewayo » Tabor, Mathieu Rigouste écrit : « *La guerre à la drogue s'articule directement avec l'industrialisation sécuritaire des prisons et des camps d'internement.* »

C'est dans ce contexte lugubre de victoire de la guerre contre-insurrectionnelle menée par l'appareil d'État américain contre les mouvements révolutionnaires noirs et latinos que le Hip Hop apparaît. Il se développe comme forme d'expression et refuge de ces communautés décimées par la drogue et la guerre que l'État prétend mener contre cette dernière. Les organisations font face à la répression basée sur les principes de la guerre contre-révolutionnaires déployée par les puissances impérialistes contre les mouvements de libérations nationales, en particulier la France coloniale en Indochine et en Algérie.



Fight the power

À ses débuts, le Hip Hop est associé, en tant que courant musical, à la danse et aux soirées. Il est principalement festif et instrumental (les véritables stars sont les DJ plus que les MC) et se vit en live, dans les block parties où mixent Grandmaster Flash, Afrika Bambaataa ou Kool Herc, à partir des breaks de percussions des disques de funk. Il faudra attendre 1979 pour voir les premiers morceaux de rap gravés sur vinyles. Au fur et à mesure les MCs développent leur science de la rime en rythmes, façonnant progressivement le rap, passant de simples gimmicks destinés à galvaniser les danseurs et danseuses à des textes plus structurés, leur permettant d'élargir les sujets traités.

Si les premiers textes sont marqués par la volonté de retranscrire l'ambiance des block parties, donc portés sur la danse et la compétition entre MCs, dès le début des années 1980 apparaissent des textes au contenu plus ancré dans la vie sociale, racontant la vie dans les ghettos. Les rappeurs et rappeuses se rapprochent ainsi des blues wo-men qui : « *ni conseiller, ni agitateur, [...] se contente[nt] de témoigner, d'ajouter au dossier le compte rendu de ses propres expériences permettant ainsi à ses auditeur-ices noir-es de découvrir que leurs malheurs ne sont pas exceptionnels, qu'ils ne sont pas les seules victimes du sort, c'est-à-dire des structures sociale oppressives* » comme le soulignent les auteurs de *Free Jazz / Black Power*³. La décennie qui va du milieu des années 1980 à celui des années 1990 est marquée par l'émergence de deux scènes distinctes géographiquement (East Coast vs West Coast) mais aussi musicalement : Boom Bap new yorkais vs G Funk californien, samples plutôt tirés du Jazz ou de la Soul vs samples tirés plutôt du Funk. À New York, le courant dit « conscient » (conscient) revendique un engagement politique et se réapproprie l'imagerie des Black Panthers, quand les californien-nes se revendiquent et utilisent l'imagerie « Gangsta » (gangster). Pour autant, les rappeurs et rappeuses de l'ouest comme de l'est proposent des titres forts contre l'ennemi commun : la police, les « porcs » (*911 is a Joke* de Public Enemy, *Sound of da Police* de KRS1, *Fuck the Police* de NWA,...). Ces titres fourniront la bande son des émeutes débutées le 29 avril 1992 à Los Angeles après qu'un jury, composé de dix blancs, un asiatique et un latino, a acquitté quatre officiers de police blancs accusés d'avoir passé à tabac un automobiliste noir américain, Rodney King, après une course-poursuite pour excès de vitesse. Les émeutes durent six jours, on dénombre 55 morts, plus de 2 300 blessé-es, des milliers d'arrestations et des dommages matériels s'élevant entre 800 millions et un milliard de dollars. Il y a plus de 3 600 départs de feu, détruisant 1 100 bâtiments. Des violences ont aussi eu lieu à Seattle, Oakland, San Francisco, Las Vegas et San



Les rappeurs et rappeuses de l'ouest
comme de l'est proposent des titres forts
contre l'ennemi commun : la police

Diego pour la côte ouest, New York, Philadelphie
et Atlanta pour la côte est, sans toutefois atteindre
le niveau des émeutes de Los Angeles.



Burn Hollywood Burn

On le voit bien, le Hip Hop, comme mouvement musical, a une implication politique, au-delà de l'implication de ses acteur-ices sur la scène directement politique. Déjà, en tant qu'expression de l'existence des Noir-es, existence qui a « *un caractère politique car les Noir-es livrent une guerre constante contre "l'homme"* »⁴, comme l'écrit Rap Brown, ministre de la Justice du Black Panthers Party⁵. Ainsi même quand ils ne parlent que de drogue, de deal, d'argent facile, de prostitution, de suicides, de survie dans les ghettos... comme c'est le cas aujourd'hui avec la Trap, les morceaux de Hip Hop font exploser à la face du monde ce refoulé de l'Amérique capitaliste et raciste, elle n'existe que par l'exploitation des personnes qu'elle maintient désormais libre, mais toujours inférieures, les Noir-es et les Latin@s.

Au-delà des paroles, c'est la forme même de cette musique qui met en crise la conception bourgeoise de la musique. Les samples, c'est-à-dire le fait de récupérer des passages d'un morceau préexistant pour en créer un nouveau, est une attaque en règle contre l'idée de propriété privée, intellectuelle en l'occurrence, même si le système a trouvé les moyens de faire payer l'utilisation des samples.



En bref, s'il a en grande partie été récupéré par le système commercial et médiatique car « *il a fallu, en bonne logique capitaliste que puritanisme et racisme s'accroissent de la priorité du commerce* »⁶, le Hip Hop, 50 ans après son acte de naissance officiel, continue de porter en lui une charge subversive indéniable. Une révolution musicale, certes. Mais pas seulement.

THOMAS (BOBIGNY)

1 – Voir : « Une histoire politique des sounds systems » :

<https://www.autonomieclasse.org/culture-populaire/une-histoire-politique-des-sounds-systems/>

2 – On peut par exemple la télécharger ici : https://www.bboykonsian.com/Capitalisme-Came-Genocide-Michael-Cetewayo-Tabor-2eme-edition_a3657.html

3 – Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, *Free Jazz / Black Power*, Collection Folio.

4 – Expression utilisée par les Panthers pour décrire le système et ceux qui le servent.

5 – Cité dans *Free Jazz / Black Power*.

6 – Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, *Free Jazz / Black Power*, Collection Folio.

INFIRME, J'AFFIRME!



NOUVELLE DE MED'H, 2023

« Cette nouvelle parle de mon quotidien, celui d'une personne handicapée, kabyle vivant à Paris Nord, évoluant dans une société capacitiste et capitaliste. » Med'h

Après plusieurs recueils de poèmes, Med'h, camarade d'A2C de Toulouse, sort son quatrième ouvrage *Infirme, j'affirme!* Ne perdant aucunement la poésie de ses premiers textes, Med'h se livre, écrit, s'insurge, raconte des moments de vie. Par ses mots courts, abordables, justes et spontanés, iel décrit des lieux, des rencontres mais aussi l'amour, ses questionnements et ses révoltes. Ses indignations vis-à-vis de cette société capacitiste (et pas que !) nous invite frontalement à nous questionner sur la réalité des conditions de vie des personnes de notre classe. Ses écrits nous rappellent l'importance de la politique et du partage, mais aussi de l'écriture, qui semble être pour ellui à la fois un moyen d'échapper et de mettre le doigt sur les injustices rencontrées au quotidien.

MAÉLIG (RENNES)

WEEKENDS RÉGIONAUX ORGANISÉS PAR POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

Avant de nous retrouver tou-te-s à Paris les 13 et 14 janvier pour notre 44^e weekend de formations et de débats (infos à venir), nous organisons trois weekends de discussions régionaux, les **11 et 12 novembre à Rennes** et en **région parisienne**, et les **18 et 19 novembre à Marseille** (toutes les infos ci-dessous). En région parisienne seront notamment représentés les groupes locaux de Paris 18^e, Paris 20^e et Montreuil et des camarades de toute la région. À Rennes, des camarades de Brest, Le Havre et Nantes viendront également participer. À Marseille, des camarades de Toulouse et de Nîmes s'y joindront.



**Pour plus d'informations
(garde d'enfants,
conditions d'accessibilité,
repas, trajet, etc.),
contactez nous !**

RENNES

Au Centre Alain-Savary

2, boulevard Louis-Volclair
Porte au Trèfle multicolore — Métro Henri-fréville

Samedi 11 novembre

9H – 10H : Accueil et petit-déjeuner

10H – 12H : Situation politique en lien avec la situation en Palestine

12H – 14H : Repas collectif

14H30 – 16H30 : État et capitalisme : la bourgeoisie et l'État défendent-ils toujours les mêmes intérêts ?

Dimanche 12 novembre

9H30 – 10H30 : Accueil et petit-déjeuner

 10H30 – 12H30 : Arpentage de l'article de Période de Chi-Chi Shi : « La souffrance individuelle et collective est-elle un critère politique ? »

12H30 – 14H30 : Repas collectif

14H30 – 16H30 : Comment intervient-on en tant que révolutionnaire dans le mouvement ?

17H – 18H30 : Bilan du weekend et perspectives

RÉGION PARISIENNE

Au En Gare de Montreuil

81, rue Michelet, 93100 Montreuil
Métro Robespierre

Samedi 11 novembre

9H30 – 10H : Accueil et petit-déjeuner

10H – 12H : Situation politique : la Palestine comme enjeu politique qui cristallise la situation globale

12H – 14H : Repas collectif

14H – 16H : Analyse critique du livre *Une histoire du conflit politique* de Cagé et Piketty sur le rôle du racisme dans le vote fasciste

16H – 16H30 : Pause

16H30 – 18H30 : Analyse du 18 Brumaire de Marx ou comment le positionnement des classes dirigeantes n'est pas uniquement économique en cas de conflit

Dimanche 12 novembre

9H30 – 10H30 : Accueil et petit-déjeuner

10H30 – 12H30 : La lutte armée : quel rôle dans le processus révolutionnaire ?

12H30 – 14H30 : Repas collectif

14H30 – 16H30 : Organisations A2C en région parisienne : les réunions et prochains weekend, diffusion de la revue et des brochures, participations aux groupes de travail et aux groupes locaux

MARSEILLE

À LA BASE

3, rue Pierre-Roche 13004 Marseille
a2c-marseille@riseup.net

Samedi 18 novembre

9H30 – 10H : Accueil et petit-déjeuner

10H – 10H30 Présentation d'A2C et du weekend

10H30 – 12H30 : Point sur la situation politique

12H30 – 14H : Déjeuner

14H – 16H : Grève des sans-papiers sur les chantiers des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

16H30 – 18H : Quelle place pour les personnes blanches dans les luttes antiracistes ?

Dimanche 19 novembre

10H30 – 11H : Accueil et petit-déjeuner

11H – 13H : Est-ce que la police peut lutter contre les réseaux ?

13H – 14H30 : Déjeuner

14H30 – 16H30 : Organisation interne d'A2C

16H – 17H30 : Rangement et ménage

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION : CONTACTEZ NOUS !  A2C@RISEUP.NET

 A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE  A2C.AUTONOMIEDECLASSE  AUTONOMIEDECLASSE.ORG



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

10

NOVEMBRE 2023

COMBATTRE LE RACISME ET LE COLONIALISME PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRE

GAËL BRAIBANT (MONTREUIL), PAGES 3-5

UNE HISTOIRE ABRÉGÉE DU «CONFLIT» ISRAËLO-PALESTINIEN

JAD BOUHAROUN (PARIS 18^e), PAGES 6-8

LA POLICE S'AUTONOMISE-T- ELLE DE L'ÉTAT ?

P.V. (PARIS 18^e), PAGES 9-11

RÉGULARISATION PAR LE TRAVAIL : POURQUOI L'ÉGALITÉ DES DROITS NE SE GAGNERA QUE DANS LES LUTTES COLLECTIVES CONTRE LE PATRONAT ET L'ÉTAT

VANINA GIUDICELLI (PARIS 20^e), PAGES 12-13

PAS DE JO SANS PAPIERS : EMPÊCHONS DARMANIN DE FAIRE SA LOI !

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGES 14-15

LA RAFLE DES JEUNES DU PARC DE BELLEVILLE, 29/10/2023

LES JEUNES DU PARC DE BELLEVILLE ET
LE COLLECTIF 20^e SOLIDAIRE AVEC TOU·TE·S
LES MIGRANT·E·S, PAGES 16-17

MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES À RENNES L'AUTO-ORGANISATION COMME BOUSSOLE

ARMELL, KIM ATTIMON ET MATHILDA
DEMARBRE (RENNES), PAGES 18-21

POUR UNE ÉCOLOGIE MATÉRIALISTE : LES EFFONDEMENTS ET LA CLASSE PARTIE 2 ILS IRONT JUSQU'AU BOUT : LA TRAJECTOIRE ÉNERGÉTIQUE DU CAPITAL

DAVID LORANT (RENNES), PAGES 22-25

DOIT-ON PARLER DE FASCISATION ?

**SORTIR DES IMPASSES ET CONSTRUIRE
LA RIPOSTE FACE AUX FASCISTES**

ERWAN (MARSEILLE), PAGES 26-29

REBEL WHITHOUT A PAUSE : LE HIP HOP A 50 ANS !

THOMAS (BOBIGNY), PAGES 30-32

INFIRME, J'AFFIRME !

NOUVELLE DE MED'H, 2023

MAÉLIG (RENNES), PAGE 32

LES PROCHAINS WEEKENDS D'A2C - AUTONOMIE DE CLASSE

PAGE 33

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 34

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE



A2C@RISEUP.NET



A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE



A2C.AUTONOMIEDECLASSE